

MUNICIPAL BULLETIN MUNICIPAL

Of the CITY of MONTREAL

PUBLISHED EVERY SATURDAY
MORNING

All communications relative to the Municipal
Bulletin should be addressed as follows:

THE MUNICIPAL BULLETIN
CITY HALL
MONTREAL



TELEPHONE MAIN 4240

De la CITÉ de MONTRÉAL

PARAISSANT LE SAMEDI MATIN

Toute communication concernant le Bulletin
Municipal devra être adressée comme suit:

BULLETIN MUNICIPAL
HOTEL DE VILLE
MONTREAL

DELIBERATIONS

BUREAU DES COMMISSAIRES

Compte rendu de l'assemblée du 12 janvier 1915, p.m.

MM. les Commissaires Ainey, Côté et McDonald.

En l'absence de Son Honneur le Maire, M. le Commissaire McDonald est appelé à présider.

1.—(24663) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, déclarant ne pouvoir recommander d'accorder le permis demandé, par M. E. McGregor, pour placer des voitures sur un terrain situé sur la rue Saint-Maurice.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport et d'informer les requérants en conséquence.

M. le Commissaire Hébert prend son siège.

2.—Soumises cinq séries de mandats, vérifiés par le Contrôleur et Auditeur de la Cité, au montant respectif de \$9,625.56, \$206,396.85, \$11,517.55, \$90,518.19, \$4,051.80, suivant listes certifiées.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'en autoriser le paiement.

3.—(24537) Soumis le rapport conjoint du Député-Ingénieur en Chef et du Surintendant des Achats et des Ventes, sur les soumissions reçues pour la fourniture de la brique.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'accepter la soumission de la "Compagnie de Brique St-Laurent, Ltée", au prix de \$9.45 le mille, d'autoriser Son Honneur le Maire et le Contrôleur de la Cité à signer le contrat à intervenir, et d'autoriser la remise des dépôts aux soumissionnaires qui n'ont pas obtenu le contrat.

4.—(24816) Soumis une communication de l'Architecte Reeves, au sujet de l'occupation, par la Ville, de la Station de Bordeaux.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

BOARD OF COMMISSIONERS

Report of meeting held on the 12th January 1915, p.m.

Messrs. Ainey, Côté and McDonald, Commissioners.

Owing to the absence of His Worship the Mayor, Commissioner McDonald was called to the Chair.

1.—(24663) Submitted a report from the Deputy Chief Engineer, stating that he cannot recommend that the permission asked for by Mr. E. McGregor, to place vehicles on a lot situated on St. Maurice street be granted.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That said report be approved and that Mr. McGregor be informed accordingly.

Commissioner Hébert took his seat.

2.—Submitted five series of warrants, verified by the City Comptroller and Auditor, amounting respectively to \$9,625.56, \$206,396.85, \$11,517.55, \$90,518.19, \$4,051.80, as per certified lists.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That payment of same be authorized.

3.—(24537) Submitted a joint report from the Deputy Chief Engineer and Purchasing and Sales Agent, anent the tenders received for the supply of bricks.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the tender of "La Compagnie de Brique St-Laurent Ltée" be accepted, at the price of \$9.45 per thousand, that His Worship the Mayor and the City Clerk be authorized to sign the contract to be entered into and that the refund of deposits to the unsuccessful tenderers be authorized.

4.—(24816) Submitted a communication from Mr. Reeves, Architect, anent the occupation by the City of Bordeaux station.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Côté, it was

Résolu: De référer au Département en Loi, avec instructions de préparer un arrangement qui permettra d'occuper ladite Station, sans que ceci constitue une acceptation par la Ville, et de façon à ce que les intérêts de l'entrepreneur et de la Ville soient sauvegardés.

5.—Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'approuver les réquisitions Nos 235 et 238, du Département de l'Incinération.

6.—Soumise une communication de la "Canadian Art Accumulator Co., Ltd.", au sujet de l'installation d'une batterie électrique, dans l'Annexe de l'Hôtel-de-Ville.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer au Surintendant de l'Eclairage pour rapport.

7.—(24804) Soumis un rapport de l'Architecte de la Ville, suggérant une répartition de la somme de \$3,600.00, votée pour transport des Inspecteurs des divers Services du Département de l'Inspection des Bâtisses.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De renvoyer ledit rapport à l'Architecte de la Ville, avec instructions de s'entendre avec le Docteur Boucher, pour adopter le même système de billets de tramways, et de faire rapport au Bureau.

8.—Soumis le rapport du Député-Ingénieur en Chef, sur les prix offerts pour la fourniture et la livraison de pierre à bordure.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: Vu le rapport du Député-Ingénieur en Chef qui déclare qu'il n'est pas pratique pour la Ville de faire elle-même la taille de sa pierre à bordure, de recommander au Conseil d'accorder le contrat, pour la fourniture et la livraison de la pierre à bordure, à la "Villeray Quarry Co.", pour un montant n'excédant pas \$10,000.00, aux prix de 0.37c. le pied courant, pour la bordure droite, et 0.47c. pour la bordure courbe, pris à la Carrière de Villeray, 0.06c. le pied courant pour la livraison de cette bordure à l'endroit qui sera désigné par l'Ingénieur de la Cité, sauf les quartiers Notre-Dame de Grâce, Emard, Longue-Pointe, Bordeaux et Ahuntsic, où le coût de la livraison sera de 0.09c. le pied courant.

9.—Soumis un compte, au montant de \$210.00, de M. G. H. Semple, pour services comme Recorder, pendant 21 jours, jusqu'au 9 janvier 1915 inclusivement.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'autoriser le paiement dudit compte.

10.—(24738) Soumise une communication de la "Sessler-Weaver Co., Ltd.", demandant copie des plans du tunnel projeté, en-dessous du Canal Lachine.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De donner instructions au Député-Ingénieur en Chef de préparer lesdits plans, et de faire droit à la demande ci-dessus.

11.—Soumise une communication du "Montreal Local Council of Women" transmettant copie d'une résolution, adoptée par ladite Association, le 17 décembre 1914, au sujet de la question des Tramways.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'informer ladite Association que c'est la première fois que le Bureau des Commissaires est saisi de cette communication, ainsi que de la résolution qui l'accompagne, mais que le Bureau réalise l'importance du "Montreal Local Council Women" et qu'il se fera un plaisir de prendre en considération toutes les recommandations qu'il jugera à propos de lui faire.

12.—(24807) Soumise une communication de M. G. Leroux, faisant certaines remarques au sujet de l'expropriation de la rue Notre-Dame Ouest.

Sous considération.

Resolved: That the same be referred to the Law Department, with instructions to prepare a deed so that the said station may be occupied without such occupation being construed as an acceptance of the building by the City, and so as to protect the interests of the contractor and the City.

5.—On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That requisitions Nos. 235 and 238, Incineration Department, be approved.

6.—Submitted a communication from the Canadian Hart Accumulator Co., Ltd., anent the installation of an electric battery in the City Hall Annex.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the same be referred to the Superintendent of the Light Department for a report.

7.—(24804) Submitted a report from the City Architect, suggesting an apportionment of the sum of \$3,600 voted for transportation of Inspectors of the different branches of the Building Department.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That said report be referred back to the City Architect with instructions to confer with Dr. Boucher and adopt the same system of tramway tickets and report to the Board.

8.—Submitted a report from the Deputy Chief Engineer, anent the prices quoted for the supply of curbstone.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: In view of the report of the Deputy Chief Engineer, stating that it is not practical for the City to have the said curbstone cut, that a report be made to Council recommending that the contract for the supply and delivery of curbstone be awarded to the Villeray Quarry Co., for an amount not exceeding \$10,000, at 0.37c per running foot, for straight curbstone, and 0.47 for curved stone, taken from the Villeray Quarry, and at 0.06 per running foot for the delivery of said curbstone at a place to be designated by the City Engineer, except Notre-Dame de Grâce, Emard, Longue Pointe, Bordeaux and Ahuntsic Wards, where the price to be paid for delivery shall be 0.09c per running foot.

9.—Submitted an account amounting to \$210 from Mr. G. H. Semple, for services rendered as Recorder, during 21 days, from the 9th January 1915 inclusive.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That payment of said account be authorized.

10.—(24738) Submitted a communication from the Sessler-Weaver Co., Ltd., asking for a copy of the plans of the proposed tunnel under the Lachine Canal.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That instructions be given to the Deputy Chief Engineer to prepare the said plans and to grant said request.

11.—Submitted a communication from the Montreal Local Council of Women, transmitting copy of a resolution, adopted by the said Association, on the 17th December 1914, anent the Tramway question.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That said Association be informed that it is the first time that such communication together with the resolution accompanying the same has been submitted to the Board, but that the latter realizes the importance of the Montreal Local Council of Women and that they will be pleased to take into consideration all the recommendations which the said Council may deem advisable to offer.

12.—(24807) Submitted a communication from Mr. G. Leroux, anent the expropriation of Notre Dame street West.

Consideration deferred.

1.—Soumise une communication du "Montreal Technical Institute" sollicitant une entrevue, pour demander une augmentation de la subvention qui lui est accordée par la Ville.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'informer ladite Association que sa demande sera prise en considération, quand la répartition du crédit voté pour subventions sera faite.

14.—(24818) Soumis un rapport du Directeur de l'Assistance Municipale, recommandant le paiement du plein salaire de M. Constantin Colas, Assistant-Ingénieur du Département des Egouts, qui est appelé sous les drapeaux.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'autoriser le paiement du plein salaire de M. Colas, pour tout le temps qu'il sera en service militaire, à compter de son départ, dès qu'il aura produit les papiers nécessaires établissant sa présence dans le service actif.

15.—(24830) Soumis un rapport du Directeur de l'Assistance Municipale, recommandant de ne plus payer le salaire de M. Robert W. Mitchell, Assistant-Ingénieur au Plant de Filtration, parti pour faire du service militaire.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport.

16.—(23002) Soumis un rapport du Directeur de l'Assistance Municipale, au sujet des subventions aux Institutions de Charité.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De renvoyer ledit rapport à son auteur, pour rapport additionnel, conforme en autant que possible aux objections soulevées, quant aux conditions imposées aux dites Institutions.

17.—Soumise une communication de M. Anselme Demers, au sujet de son renvoi du service des Détectives.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De référer au Surintendant de Police pour rapport.

18.—Soumis des mandats, vérifiés par le Contrôleur et Auditeur de la Cité au montant de \$24,526.54, suivant liste certifiée.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'en autoriser le paiement.

19.—(24820) Soumis un rapport du Directeur du Bureau Municipal d'Hygiène et de Statistiques, recommandant le paiement à l'Hôpital Alexandra, d'un compte, au montant de \$2,817.00, représentant 2,817 jours supplémentaires d'hospitalisation audit hôpital, durant le dernier trimestre de l'année 1914.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'autoriser le paiement dudit compte.

20.—Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De demander au Département en Loi de préparer une formule d'engagement pour les nouveaux employés qui entreront au service de la Ville, en vue de rencontrer les exigences du règlement établissant le Fonds de Pension.

21.—(24580) Soumise une réquisition du Surintendant des Impressions et de la Papeterie, pour travaux d'impression requis par les différents Département et effets de papeterie.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'approuver ladite réquisition.

22.—(23743) Soumis un rapport du Directeur du Bureau Municipal d'Hygiène et de Statistiques, en réponse à la demande d'une délégation concernant les viandes qui sont apportées de la campagne.

13.—Submitted a communication from the Montreal Technical Institute, asking for an interview for the purpose of asking that the grant made to them be increased.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That said Association be informed that its request will be considered when the apportionment of the appropriation voted for grants is made.

14.—(24818) Submitted a report from the Director of Municipal Assistance, recommending that Mr. Constantin Colas, Asst.-Engineer of the Sewers Department, who has gone to the front, be paid his full salary.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That Mr. Colas be paid his full salary for all the time he shall be on active service, from the date of his departure, as soon as he has filed the necessary documents establishing his presence at the front.

15.—(24830) Submitted a report from the Director of Municipal Assistance, recommending that the salary of Mr. Robert W. Mitchell, Asst.-Engineer at the Filtration Plant, who has gone to the front, be no longer paid.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: To concur in said report.

16.—(23002) Submitted a report from the Director of Municipal Assistance, re grants to charitable institutions.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That said report be referred back to the Director of Municipal Assistance for an additional report, taking into account, as far as possible, the objections raised as regards the conditions imposed upon said institutions.

17.—Submitted a communication from Mr. Anselme Demers anent his dismissal from the Detectives Department.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That the matter be referred to the Superintendent of Police for a report.

18.—Submitted warrants, verified by the City Comptroller and Auditor, amounting to \$24,526.54, as per certified list.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: To authorize the payment thereof.

19.—(24820) Submitted a report from the Medical Health Officer, recommending that the Alexandra Hospital be paid a sum of \$2,817, representing 2,817 supplementary nursing days at said hospital, during the last three months of 1914.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: To authorize the payment of said account.

20.—On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That the Law Department be requested to prepare a form of engagement for the new employees who may enter the City's service, so as to meet the requirements of the by-law establishing a Pension Fund.

21.—(24580) Submitted a requisition from the Superintendent of Printing and Stationery, for printing work required for the different departments and for stationery.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: To approve of said requisition.

22.—(23743) Submitted a report from the Medical Health Officer, in reply to a petition submitted by a delegation re meat brought from the country.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De déposer sur la table pour considération ultérieure.

23.—(24851) Soumis un rapport du Président du Bureau des Estimateurs, recommandant que le travail des Estimateurs, pour l'exercice 1915, soit réparti comme suit:

Quartier Est: Evaluateurs, J. Hamilton Ferns et J. A. Landry.

Quartiers St-Georges, Ouest et Laurier: Evaluateurs, W. G. Owens et J. T. St-Jorre.

Quartiers St-Jean-Baptiste, Longue-Pointe et Rosemont: Evaluateurs, W. G. Owens et P. Olivier.

Quartiers St-Joseph, St-Henri, Ste-Cunégonde, Ste-Anne, Emard et St-Paul: Evaluateurs, R. Fitz-Gibbon et D. P. Perrin.

Quartiers Papineau, Ste-Marie, St-Gabriel et Notre-Dame de Grâce: Evaluateurs, W. H. Chapman et J. W. Gravel.

Quartiers St-André, Ahuntsic, Bordeaux et St-Denis: Evaluateurs, T. A. Veary et A. Sénécal.

Quartiers St-Louis, Mont-Royal, Côte des Neiges, Hochelaga et de Lorimier: Evaluateurs, C. N. Robillard et A. E. Hulse.

Quartiers St-Jacques, Lafontaine, St-Laurent, Centre et Duvernay: Evaluateurs, J. A. Landry et T. C. Fleming.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'approuver ladite recommandation.

24.—(24322) Soumise une résolution de la Commission Spéciale nommée pour étudier un rapport du Bureau des Commissaires, recommandant d'opérer le virement de certains crédits, du Département des Incendies.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De demander au Département en Loi de faire rapport sur la portée de la recommandation du Bureau, approuvée par le Conseil, quant à ce qui se rapporte à la paie additionnelle de 10 centins, par jour, aux pompiers ou constables qui font des actes de bravoure, et de référer, en outre, au Surintendant de Police, et au Chef du Département des Incendies, pour rapports additionnels.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: Que la séance soit ajournée au 13 courant, à 4.00 hrs. p.m.

L. N. SENECAI,
Secrétaire.

* * *

Compte rendu de l'assemblée du 13 janvier 1915, p.m.

MM. les Commissaires Ainey, Hébert et McDonald.

En l'absence de Son Honneur le Maire, M. le Commissaire McDonald est appelé à présider.

1.—Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyé par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De recommander au Conseil le vote d'une somme de \$100.00, pour payer les dépenses de voyage de M. le Commissaire Côté, délégué pour représenter la Ville, au dîner annuel de l'Association "Lake Carriers", qui aura lieu à Détroit, le 21 du courant.

2.—Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: Qu'une somme additionnelle de \$500.00 soit votée pour le contingent du Bureau des Commissaires, pour achat de journaux, de timbres-poste, revues, etc., ladite somme devant être imputée sur le Contingent Général du Bureau des Commissaires.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That the same be laid on the table for further consideration.

23.—(24851) Submitted a report from the Chairman of the Board of Assessors, recommending that the Assessors' work for 1915 be divided as follows:

East Ward: Assessors, J. Hamilton Ferns and J. A. Landry.

St. George, West and Laurier Wards: Assessors, W. G. Owens and J. T. St-Jorre.

St-Jean-Baptiste, Longue Pointe and Rosemont Wards: Assessors, W. G. Owens and P. Olivier.

St. Joseph, St. Henry, St. Cunegonde, St. Ann, Emard and St. Paul Wards: Assessors, R. Fitz-Gibbon and D. P. Perrin.

Papineau, St. Mary, St. Gabriel and Notre-Dame de Grâce Wards: Assessors, W. H. Chapman and J. W. Gravel.

St. André, Ahuntsic, Bordeaux and St. Denis Wards: Assessors, T. A. Veary and A. Sénécal.

St. Louis, Mount Royal, Côte des Neiges, Hochelaga and de Lorimier Wards: Assessors, C. N. Robillard and A. E. Hulse.

St. James, La Fontaine, St. Lawrence, Centre and Duvernay Wards: Assessors, J. A. Landry and T. C. Fleming.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: To concur in said report.

24.—(24322) Submitted a resolution of the Special Committee appointed to consider a report from the Board of Commissioners, recommending that certain appropriations of the Fire Department be varied.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: To ask the Law Department to report on the scope of the recommendation of the Board, approved by Council, as regards the additional pay of 10 cents per day to the firemen or constables who perform acts of bravery and to refer the matter to the Superintendent of Police and to the Chief of the Fire Department for additional reports.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That the meeting be adjourned until the 13th instant, at 4 p.m.

L. N. SENECAI,
Secretary.

* * *

Report of meeting held on the 13th January 1915, p.m.

Commissioners Ainey, Hébert and McDonald.

Owing to the absence of His Worship the Mayor, Commissioner McDonald was called to the Chair.

1.—On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That a report be made to Council recommending that a sum of \$100 be voted to pay the travelling expenses of Commissioner Côté, as delegate to represent the City at the annual dinner of the Lake Carriers Association, to be held in Détroit, on the 21st instant.

2.—On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That an additional sum of \$500 be voted for the contingency of the Board of Commissioners for newspapers, stamps, magazines, etc., said sum to be charged against the General Contingencies of the Board of Commissioners.

3.—Soumis des mandats, vérifiés par le Contrôleur et Auditeur de la Cité, au montant de \$62,907.29, suivant liste certifiée.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'en autoriser le paiement.

M. le Commissaire Côté prend son siège.

4.—(24876) Soumis un rapport du Surintendant de l'Aqueduc, déclarant avoir prêté, à la "Montreal Water & Power Co.", une pompe de son Département pour faire face à un accident survenu à une de leurs grosses conduites d'alimentation, et déclarant, en outre, qu'elle a aussi demandé au Département des Incendies l'usage d'une pompe pour lui permettre de faire l'épuisement des tranchées, en vue des réparations à faire.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'approuver la ligne de conduite suivie par le Surintendant de l'Aqueduc, et d'autoriser le Chef du Département des Incendies à faire droit à la demande de la "Montreal Water & Power".

5.—Le Bureau prend de nouveau en considération la question de l'ouverture de la rue DeNonville, dans le quartier Emard.

Après délibérations,

Il est proposé par M. le Commissaire Hébert, secondé par M. le Commissaire Côté, et

Résolu: Que ladite question soit référée au Département en Loi pour direction, en vue de la préparation d'un rapport au Conseil, pour qu'il soit procédé, soit à l'achat à l'amiable des propriétés requises pour telle ouverture, ou par expropriation des mêmes propriétés suivant la loi.

6.—(24884) Soumise une interpellation du Conseil, au sujet du paiement des taxes, par les petits propriétaires.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De référer au Département en Loi pour direction.

7.—(24886) Soumise une résolution du Conseil, au sujet de la pose de deux voies additionnelles, à travers la rue Richmond, par la Compagnie du Chemin de Fer du Grand-Tronc.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer au Département en Loi pour direction.

8.—Soumise copie d'une lettre, adressée par Son Honneur le Maire, au "Montreal Local Council of Women", concernant la question des Tramways.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De déposer au dossier.

9.—(24455) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, recommandant l'installation d'un téléphone dans l'ancien hôtel-de-ville de Rosemont.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer au Surintendant des Edifices Municipaux pour rapport.

10.—(24843) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, au sujet de l'avis donné, par la "Montreal Light, Heat & Power Co.", de son intention d'installer des poteaux dans différentes rues.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De recommander au Conseil l'octroi du permis demandé aux conditions ordinaires.

11.—(24844) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, au sujet de l'avis donné par la "Bell Telephone Co.", de son intention d'installer des poteaux sur le côté ouest de l'avenue Harvard.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De recommander au Conseil l'octroi du permis demandé aux conditions ordinaires.

3.—Submitted warrants verified by the City Comptroller and Auditor, amounting to \$62,907.29, as per certified list.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: To authorize the payment thereof.

Commissioner Côté took his seat.

4.—(24876) Submitted a report from the Superintendent of the Water Department, stating that he had lent to the Montreal Water & Power Co., a pump belonging to his department which they required owing to an accident to one of said Company's large feed conduits and stating furthermore, that they had asked the Fire Department for the use of a pump in order to enable them to empty the excavations with a view of making repairs.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: To approve of the action taken by the Superintendent of the Water Department and to authorize the Chief of the Fire Department to comply with the request of the Montreal Water & Power Co.

5.—The Board again proceeded to consider the question of opening Denonville street, in Emard Ward.

After a debate,

Moved by Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, and

Resolved: That the matter be referred to the Law Department for advice, with a view of preparing a report to Council, recommending that such expropriation be effected either by purchasing the properties required by mutual agreement or by expropriating the same according to law.

6.—(24884) Submitted a question put by a member of Council, anent the payment of taxes by small proprietors.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That the same be referred to the Law Department for advice.

7.—(24886) Submitted a resolution of Council, anent the laying of two additional lines across Richmond street, by the Grand Trunk Ry. Co.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the same be referred to the Law Department for their opinion.

8.—Submitted copy of a letter sent by His Worship the Mayor to the Montreal Local Council of Women, concerning the Tramway question.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the same be filed of record.

9.—(24455) Submitted a report from the Deputy-Chief Engineer, recommending that a telephone be installed in the former Rosemont town hall.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the matter be referred to the Superintendent of Municipal Buildings for a report.

10.—(24843) Submitted a report from the Deputy-Chief Engineer, anent the notice given by the Montreal Light, Heat & Power Co., of their intention to erect poles in different street.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that the permission asked for be granted on the ordinary conditions.

11.—Submitted a report from the Deputy-Chief Engineer, anent the notice given by the Bell Telephone Co. of their intention to erect poles on the west side of Harvard avenue.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: To report to Council recommending that the permission asked for be granted on the usual conditions.

12.—(24337) Soumis un rapport du Département en Loi, transmettant un acte d'arrangement entre la Cité et la Compagnie du Chemin de Fer du Grand-Tronc, en rapport avec la pose d'un égout à travers le droit de passage de ladite Compagnie.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'autoriser Son Honneur le Maire et le Greffier de la Cité à signer ledit acte.

13.—(24853) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, au sujet de l'avis donné, par la "Montreal Light, Heat & Power Co.", de son intention d'installer des poteaux dans un certain nombre de rues.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De recommander au Conseil l'octroi du permis demandé aux conditions ordinaires.

14.—(24613) Soumis un rapport du Surintendant des Edifices Municipaux, au sujet de la réclamation de M. Charles Fournier, en rapport avec la démolition de propriétés, pour l'élargissement du Boulevard St-Joseph.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De référer au Département des Réclamations.

15.—Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De recommander au Conseil, que la Commission de Législation soit priée de faire les procédures nécessaires, pour que la résolution du Conseil du 28 avril 1910, concernant l'échelle des Salaires Raisonables, soit amendée de façon à y inclure les ouvriers et artisans employés directement par la Ville, cette recommandation devant prendre effet, à compter de la date de son approbation par le Conseil.

16.—(24880) Soumis un rapport du Surintendant des Marchés, recommandant le transfert du bail de l'étal Nos 2, 3, 9, Marché Saint-Jean-Baptiste, de M. W. H. Steeles, à MM. D. Hatton & Cie.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'approuver ladite recommandation.

M. le Commissaire Côté laisse son siège.

17.—(24881) Soumise une interpellation du Conseil, à l'effet de demander au Bureau des Commissaires de donner les instructions nécessaires pour que les arbres du quartier Rosemont soient protégés.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer au Surintendant des Parcs pour action.

18.—(24887) Soumise une interpellation du Conseil, concernant la construction d'une nouvelle serre au Parc Lafontaine, et l'établissement d'un jardin botanique.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer au Surintendant des Parcs pour rapport.

19.—(24890) Soumis un rapport du Surintendant des Edifices Municipaux, transmettant un bail, en faveur de M. Stanislas Ouellette, en rapport avec l'expropriation de la rue Notre-Dame Ouest.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'autoriser Son Honneur le Maire et le Greffier de la Cité à signer ledit bail.

20.—Soumis un compte, de M. Alphonse Piché, pour services comme architecte, en rapport avec la construction du bain du quartier Saint-Joseph.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer à l'Architecte de la Ville et au Surintendant des Edifices Municipaux pour rapport.

12.—(24337) Submitted a report from the Law Department, transmitting a deed of agreement between the City and the Grand Trunk Ry. Co., in connection with the laying of a sewer across the right of way of said Company.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That His Worship the Mayor and the City Clerk be authorized to sign said deed.

13.—(24853) Submitted a report from the Deputy-Chief Engineer, anent the notice given by the Montreal Light, Heat & Power Co., of their intention to erect poles in a certain number of streets.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that permission asked for be granted on the usual conditions.

14.—(24613) Submitted a report from the Superintendent of Municipal Buildings, anent a claim from Mr. Charles Fournier in connection with the demolition of properties, for the widening of St. Joseph Boulevard.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That said claim be referred to the Claim Department.

15.—On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that the Legislation Committee be requested to take the necessary measures in order that the resolution adopted by Council on the 28th April 1910, concerning the Fair Wages Schedule, be amended so as to include the journeymen and laborers employed directly by the City, such recommendation to take effect from the date of its approval by Council.

16.—(24880) Submitted a report from the Superintendent of Markets, recommending that the lease of stall bearing Nos. 2, 3, 9 St. Jean Baptiste Market, be transferred from Mr. W. H. Steeles to Messrs. D. Hatton & Co.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: To concur in said report.

Commissioner Côté left his seat.

17.—(24881) Submitted a question put by a member of Council, asking the Board of Commissioners to give the necessary instructions in order that the trees in Rosemont Ward may be protected.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the same be referred to the Superintendent of Parks for action.

18.—(24887) Submitted a question put by a member of Council, anent the construction of a new green-house in La Fontaine Park and the establishment of a botanical garden.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the same be referred to the Superintendent of Parks for a report.

19.—(24890) Submitted a report from the Superintendent of Municipal Buildings, transmitting a lease, in favor of Mr. Stanislas Ouellette, in connection with the expropriation of Notre Dame street West.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That His Worship the Mayor and the City Clerk be authorized to sign the said lease.

20.—Submitted an account from Mr. Alphonse Piché, for services rendered as Architect, in connection with the construction of a bath in St. Joseph Ward.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the same be referred to the City Architect and to the Superintendent of Municipal Buildings for a report.

M. le Commissaire Côté reprend son siège.

21.—Soumise une communication de la "Dominion Messenger Signal Co.", au sujet de l'installation d'un système d'alarmes dans l'Hôtel-de-Ville.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer au Surintendant des Edifices Municipaux pour rapport.

22.—(24852) Soumis un rapport du Surintendant des Marchés, recommandant, en vue de la reconstruction possible du Marché Saint-Antoine, que les baux des locataires de ce marché soient renouvelés, avec une clause comportant qu'ils s'engageront à ne réclamer aucun dommage durant le temps de la reconstruction dudit marché.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport, et de le référer au Département en Loi, avec instructions de préparer ladite clause.

23.—(24888) Soumise une résolution du Conseil, au sujet de la construction d'un kiosque, au Parc Lafontaine.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De référer au Surintendant des Parcs pour rapport.

24.—(24873) Soumis un rapport du Surintendant des Parcs, transmettant le rapport du médecin du service Médical Municipal, sur le résultat de l'examen médical subi par M. Alexandre Martin, Assistant-Surintendant et Gouverneur de l'Île Sainte-Hélène.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'accepter ledit rapport, pourvu que M. Martin signe la formule d'engagement qui doit être préparée par le Département en Loi, au sujet du Fonds de Pension.

25.—(24904) Soumis un rapport de l'Architecte de la Ville, au sujet de la construction de la corniche en tôle galvanisée du Marché Bonsecours.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De donner instructions au Département en Loi de faire servir à M. Bénard, entrepreneur, par le Notaire de la Ville, une mise en demeure, d'avoir à compléter ses travaux dans un délai de 48 heures.

26.—(20848) Soumis un rapport du Directeur de l'Assistance Municipale, déclarant que la requête du l'Hôpital Sainte-Justine, à l'effet d'obtenir une réduction de taxe d'eau, ne peut être prise en considération, parce que l'eau est fournie à cette institution par la "Montreal Water & Power Co."

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'informer l'Hôpital Sainte-Justine en conséquence.

27.—Soumise une interpellation du Conseil, au sujet des avis donnés aux propriétaires de maisons de désordre.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer à Son Honneur le Recorder, avec prière de répondre à cette interpellation.

28.—(24903) Soumis un rapport de l'Architecte de la Ville, au sujet de la nomination de l'officier des Salaires Raisonables.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De nommer M. Achille Latreille, Officier des Salaires Raisonables, à son salaire actuel, M. Latreille devant continuer à remplir la position d'Inspecteur des Echafaudages, concurremment avec sa nouvelle position.

29.—(24854) Soumis un rapport du Surintendant des Edifices Municipaux, recommandant de donner instructions au Notaire de la Ville, de notifier MM. Wilson et Crevier, le locataire et l'occupant d'un terrain situé sur la rue Mullins, que la Ville entend reprendre possession de son terrain, le 1er mai prochain, et de les informer que si

Commissioner Côté took his seat.

21.—Submitted a communication from "The Dominion Messenger Signal Co.", anent the installation of an alarm system in the City Hall.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the same be referred to the Superintendent of Municipal Buildings for a report.

22.—(24852) Submitted a report from the Superintendent of Markets, recommending, in view of the possible reconstruction of St. Antoine Market, that the leases of the tenants of said Market, be renewed, with a clause to the effect that they shall not claim any damages during the reconstruction of the said Market.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That said report be approved and that the same be referred to the Law Department with instructions to prepare the said clause.

23.—(24888) Submitted a resolution of Council, anent the construction of a kiosk, in La Fontaine Park.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That it be referred to the Superintendent of Parks for a report.

24.—(24873) Submitted a report from the Superintendent of Parks, transmitting the report of the physician in charge of the municipal medical service, anent the result of the medical examination undergone by Mr. Alexander Martin, Assistant Superintendent and Governor of St. Helens' Island.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That said report be accepted, provided Mr. Martin signs the engagement form which is to be prepared by the Law Department, anent the Pension Fund.

25.—(24904) Submitted a report from the City Architect, anent the construction of a galvanized iron cornice, at Bonsecours Market.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That instructions be given to the Law Department to have a protest served upon Mr. Ménard, contractor, by the City Notary, notifying him to complete his work within a delay of 48 hours.

26.—(20848) Submitted a report from the Director of Municipal Assistance, stating that the petition from the Sainte Justine Hospital, for a reduction of water rate cannot be considered, because the water is supplied to the said institution by "The Montreal Water & Power Co."

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the Sainte Justine Hospital be informed accordingly.

27.—Submitted a question put by a member of Council, anent the notices given to the owners of disorderly houses.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the same be referred to His Honor the Recorder with a request that he reply to said question.

28.—(24903) Submitted a report from the City Architect, anent the appointment of a Fair Wages Officer.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That Mr. Achille Latreille be appointed Fair Wages Officer, at his present salary, Mr. Latreille to continue to fulfil the position of Inspector of Scaffold concurrently with his new position.

29.—(24854) Submitted a report from the Superintendent of Municipal Buildings, recommending that instructions be given to the City Notary, to notify Messrs. Wilson and Crevier, the lessee and occupant of a lot situate on Mullins street, that the City intends to take possession of said lot, on the 1st May next, and to inform them that if Mr. Crevier who

M. Crevier qui l'occupe actuellement désire devenir le locataire de la Ville, il devra signer un bail avec cette dernière.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport et de donner instructions au Notaire de la Ville d'y donner suite.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: Que la séance soit ajournée au 14 du courant, à 3.00 hrs. p.m.

L. N. SENECAI,
Secrétaire.

* * *

Compte rendu de l'assemblée du 14 janvier 1915, p.m.

MM. les Commissaires Ainey, Côté, Hébert.

En l'absence de son Honneur le Maire, M. le Commissaire Côté est appelé à présider.

1.—Une délégation de tailleurs de pierre se présente devant le Bureau et demande que la taille de la pierre soit faite par des contribuables de Montréal.

Le Bureau fait part aux délégués de la recommandation qu'il fait au Conseil de faire tailler de la pierre pour un montant de \$10,000.00, par des contribuables, et la délégation se retire.

2.—Soumis les rapports des Départements en Loi et des Experts, au sujet du règlement de certaines réclamations.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'autoriser le règlement desdites réclamations à même le Fonds de Réserve.

3.—Soumises deux séries de mandats, vérifiés par le Contrôleur et Auditeur de la Cité, au montant respectif de \$56,724.30, \$3,720.18, suivant listes certifiées.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'en autoriser le paiement.

4.—Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'approuver les réquisitions suivantes:

Police: No 1 (384, 1914);
 Détectives: No 1;
 Maladies contagieuses: Nos 1, 2, 3, 4, 5;
 Incinération: Nos 1, 2;
 Police: No 372;
 Edifices municipaux: Nos 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9;
 Marchés: Nos 1, 2, 3, 4, 5, 6;
 Parc Mont-Royal: No 1;
 Parcs (Parc Lafontaine): Nos 1, 5;
 Aqueduc: Nos 1, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 20, 21, 22, 23, 24, 25;
 Impressions et Papeterie: Nos 2, 3;
 Payeur: Nos 2, 3;
 Commissaires: Nos 1, 2;
 Egouts, Hôtel-de-Ville: Nos 20, 30;
 Voirie, Division Nord: Nos 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16;
 Voirie, Hôtel-de-Ville: Nos 1, 2;
 Voirie, Division Ouest: No 1;
 Egouts, Division Est: No 241;
 Chemins, Division Est: Nos 1, 2, 3, 4;
 Bibliothèque Civique (The "Foundation Co., Ltd."): Nos 1069, 76, 77, 78, 79.

now occupies the same desires to become the lessee of the City he shall have to sign a lease with the latter.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That said report be approved and that instructions be given to the City Notary to act accordingly.

30.—**On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Côté, it was**

Resolved: That this meeting be adjourned until the 14th instant, at 3 p.m.

L. N. SENECAI,
Secretary.

* * *

Report of meeting held on the 14th January 1915, p.m.

Messrs. Ainey, Côté and Hébert, Commissioners.

Owing to the absence of His Worship the Mayor, Commissioner Côté was called to the Chair.

1.—A delegation of stonecutters, appeared before the Board and asked that the cutting of stone be done by ratepayers of Montreal.

The Board informed the delegates that they were recommending to Council that stone be cut by ratepayers for an amount of \$10,000, and the delegation withdrew.

2.—Submitted the reports from the Law Department and the Experts, anent the settlement of certain claims.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: To authorize the settlement of said claims, ex-Reserve Fund.

3.—Submitted two series of warrants, verified by the City Comptroller and Auditor, amounting respectively to \$56,724.30, \$3,720.18, as per certified lists.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: To authorize the payment thereof.

4.—**On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was**

Resolved: To approve of the following requisitions:

Police Department: No. 1 (384-1914);
 Detective Bureau: No. 1;
 Contagious Diseases: Nos. 1, 2, 3, 4, 5;
 Incineration Department: Nos. 1, 2;
 Police Department: No. 372;
 Municipal Buildings: Nos. 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9;
 Market Department: Nos. 1, 2, 3, 4, 5, 6;
 Mount Royal Park: No. 1;
 Parks (La Fontaine Park): Nos. 1, 5;
 Water Department: Nos. 1, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25;
 Printing and Stationery: Nos. 2, 3;
 Paymaster: Nos. 2, 3;
 Commissioners: Nos. 1, 2;
 Sewers Department (City Hall): Nos. 20, 30;
 Road Department (North Division): Nos. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16;
 Road Department (City Hall): No. 1, 2;
 Road Department (West Division): No. 1;
 Sewer Department (East Division): Nos. 1, 2, 3, 4;
 Road Department (East Division): Nos. 1, 2, 3, 4;
 Civic Library (The Foundation Co., Ltd.): Nos. 1069-76, 77, 78, 79.

5.—Commissioner Hébert informed the Board that the vicar of the parish in Emard Ward had made a verbal application for permission to use the hall of the Ville Emard Town

l'Hôtel-de-Ville de Ville-Emard, pour le 11 février prochain, pour une soirée pour les pauvres.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De faire droit à cette demande.

6.—Soumis un compte de la Compagnie de Téléphone "Bell" au montant de \$3.10, pour téléphones à Ottawa, par l'ex-Commissaire Godfrey.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De faire rapport au Conseil, recommandant le paiement dudit compte, à même les crédits de l'exercice courant.

7.—(24572) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, informant le Bureau qu'il a donné instructions à l'Ingénieur en charge de la Division Nord de se préparer à prendre en mains les travaux de réparations de la rue Bélanger, où la Compagnie "Harris" a construit un égout, et à faire toutes les réparations ou à enlever les matériaux qui se trouveront dans cette rue.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport, sujet à approbation par le Département en Loi.

8.—(24896) Soumis un rapport du Surintendant des Licences, au sujet de l'éclairage de son Département.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer au Surintendant de l'Eclairage pour rapport.

9.—(24351) Soumise une communication du "Montreal Trades and Labor Council" demandant si une lettre qui lui a été écrite, par Son Honneur le Maire Martin, au sujet de la question des tramways, exprime l'opinion du Bureau des Commissaires.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'informer le "Montreal Trades and Labor Council" que le Bureau des Commissaires exprime ses opinions au moyen de résolutions, et par l'entremise de ses secrétaires.

M. le Commissaire McDonald prend son siège.

10.—(24899) Soumis un rapport du Surintendant des Edifices Municipaux, recommandant que le Département de l'Assistance Municipale soit autorisé à se servir, pour fins de charité, du bois de rebut, qui est actuellement au Bain Gallery.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer au Directeur de l'Assistance Municipale pour rapport.

11.—(24895) Soumis un rapport du Surintendant de Police, recommandant de donner instructions au Département de la Voirie, de placer un kiosque de 9 pieds par 6, pour les cochers de place de la rue McGill, sur le côté nord de la rue Saint-Paul, à l'ouest de la rue McGill, et à mi-chemin, entre la rue McGill et la ruelle Longueuil.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer au Député-Ingénieur en Chef.

12.—(23640) Soumis un rapport du Surintendant de Police, recommandant l'établissement d'un poste de cochers de place, à l'angle du Boulevard St-Joseph et de la rue St-Denis, comme suit:

"Côté ouest de la rue Rivard, au sud du Boulevard St-Joseph, le kiosque à être placé à 30 pieds dudit Boulevard, la tête des chevaux tournée vers le nord, 7 voitures stationneront à cet endroit et se placeront au sud du kiosque."

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport et de faire rapport au Conseil en conséquence.

Hall, for the purpose of giving therein, on the 11th February next, an entertainment for the benefit of the poor.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That said request be granted.

6.—Submitted an account from the Bell Telephone Co, amounting to \$3.10 for telephone messages transmitted to Ottawa, by ex-Controller Godfrey.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that said account be paid out of the appropriation voted for the current year.

7.—Submitted a report from the Deputy Chief Engineer informing the Board that he has given instructions to the Engineer in charge of the Northern Division to take charge of the repairs to Bélanger street, where the Harris Company has laid a sewer and to make all the repairs required there, and to remove the materials which are in the street.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That said report be approved, subject to verification by the Law Department.

8.—(24896) Submitted a report from the Superintendent of the License Department, anent the lighting of his Department.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the same be referred to the Superintendent of the Light Department for a report.

9.—(24351) Submitted a communication from "The Montreal Trades and Labor Council", asking if a letter which was written by His Worship Mayor Martin, anent the tramway question express the opinion of the Board of Commissioners.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the "Montreal Trades and Labor Council" be informed that the Board of Commissioners express its opinions by resolutions or through its secretaries.

Commissioner McDonald took his seat.

10.—(24899) Submitted a report from the Superintendent of Municipal Buildings, recommending that the Municipal Assistance Department be authorized to use for charitable purposes the waste wood which is now at the Gallery Bath.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the same be referred to the Director of Municipal Assistance.

11.—(24895) Submitted a report from the Superintendent of Police, recommending that instructions be given to the Road Department to place a kiosk, 9 by 6 feet, for the cabmen on McGill street, on the north side of Saint Paul street, west of McGill street, and half-way between McGill street and Longueuil lane.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the same be referred to the Deputy Chief Engineer.

12.—(23640) Submitted a report from the Superintendent of Police, recommending that a cabstand be established at the corner of St. Joseph Boulevard and Saint Denis street, as follows:

West side of Rivard street, south of St. Joseph Boulevard, the kiosk to be placed at a distance of 30 feet from the said Boulevard, the horses' heads turned northwards, 7 vehicles to stand at that place, south of the kiosk.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That said report be approved and that a report be made to Council accordingly.

13.—(23514) Soumis un rapport du Surintendant de Police, recommandant le paiement d'un compte, au montant de \$15.00, du Docteur C. J. Conroy, pour services professionnels rendus au constable François Jaumouillé.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'autoriser le paiement dudit compte.

14.—Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: Que la séance soit ajournée à samedi, le 16 courant, à 11 hrs. a.m.

L. N. SENECAI,
Secrétaire.

* * *

Compte rendu de l'assemblée du 16 janvier 1915, a.m.

Son Honneur le Maire, Président. Tous présents.

1.—Soumises deux séries de mandats, vérifiées par le Contrôleur et Auditeur de la Cité, au montant respectif de \$1,692.11, \$39,826.35, suivant listes certifiées.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'en autoriser le paiement.

2.—Soumise une formule d'annonces, pour la vente de matériaux de démolition.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'approuver ladite formule, et d'en autoriser la publication.

3.—Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De payer à M. J. Carroll, en plus de son salaire régulier, comme chaîneur, la somme de \$25 par mois, durant la construction d'égout de la rue Mill, ladite somme devant être imputée sur le crédit de \$24,000 voté à cette fin.

4.—M. le Commissaire Côté propose, appuyé par M. le Commissaire Hébert,

De référer à l'Ingénieur en Chef de la Cité les considérants contenus dans le projet de Son Honneur le Maire, au sujet de la Compagnie des Tramways.

Après pourparlers, et du consentement unanime du Bureau, ladite proposition est déposée sur la table, pour considération à la séance du 18 courant.

5.—(24828) Soumis un rapport du Département en Loi, au sujet du service des tramways, dans le quartier Longue-Pointe.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer à l'Ingénieur en Charge des Chemins de Fer pour rapport.

6.—Soumis un rapport du Département en Loi, attirant l'attention du Bureau sur certains articles contenus dans le projet de loi que la Ville de Maisonneuve présentera à la Législature, concernant l'ouverture du Boulevard Pie IX, et de la construction d'un pont au-dessus de la Rivière-des-Prairies.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: Que le Bureau des Commissaires ne croit pas que la Ville de Montréal doit être appelée à contribuer financièrement à la construction d'un pont qui lui paraît être une entreprise provinciale, et qu'il prie le Conseil et la Commission de Législation de donner instructions au Département en Loi de combattre ces clauses des amendements proposés par la Ville de Maisonneuve.

7.—Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De donner instructions à l'Ingénieur en Charge du Transport de fournir au Bureau le lundi de chaque semai-

13.—(23514) Submitted a report from the Superintendent of Police, recommending that Dr. C. J. Conroy, be paid an account of \$15 for professional services rendered to constable François Jaumouillé.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That payment of said account be authorized.

14.—On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That this meeting be adjourned until Saturday, the 16th instant, at 11 a.m.

L. N. SENECAI,
Secretary.

* * *

Report of meeting held on the 16th January 1915, a.m.

His Worship the Mayor, in the Chair, and all the members of the Board.

1.—Submitted two series of warrants, verified by the City Comptroller and Auditor, amounting respectively to \$1,692.11, \$39,826.35, as per certified lists.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: To authorize the payment thereof.

2.—Submitted a form of advertisement for the sale of old building materials.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: To approve of said form and to authorize the publication of same.

3.—On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: To grant Mr. J. Carroll, in addition to his regular salary as chainman, a sum of \$25 per month, during the construction of the Mill street sewer, said sum to be charged against the appropriation of \$24,000 voted for said purpose.

4.—Moved by Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert,

That the different clauses contained in the proposal of His Worship the Mayor anent the Tramways Company, be referred to the Chief City Engineer.

After a debate, and with the unanimous consent of the Board, said motion was laid on the table to be considered at the meeting of the 18th instant.

5.—Submitted a report from the Law Department anent the Tramway service in Longue Pointe Ward.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That said matter be referred to the Engineer in charge of Railways for a report.

6.—Submitted a report from the Law Department, calling the attention of the Board to certain articles of the bill which the Town of Maisonneuve is to submit to the Legislature, concerning the opening of Pius IX Boulevard and the construction of a bridge over the River des Prairies.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the Board of Commissioners do not think that this City of Montreal should be called upon to pay its share of the cost of erecting a bridge, which seems to be a provincial undertaking, and they request the Council and the Legislation Committee to give instructions to the Law Department to oppose said clauses of the amendments submitted by the Town of Maisonneuve.

7.—On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That the Engineer in charge of Transportation be requested to furnish to the Board on Monday,

ne, un rapport sur le service des Tramways, avec un tableau du service de la semaine correspondante de l'année précédente.

8.—(23970) Soumis un rapport du Département en Loi, au sujet du contrat Joseph Denis, pour la construction du bâtiment destiné à recevoir la nouvelle pompe, à la station de pompage du Bas-Niveau.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De donner instructions au Député-Ingénieur en Chef de mettre fin audit contrat, au dépens de l'entrepreneur, sous la direction du Département en Loi.

9.—(24910) Soumis un rapport du Surintendant des Achats et des Ventes, sur le résultat de la vente à l'enchère de matériaux de démolition, qui a été faite le 19 novembre 1914.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De recevoir ledit rapport.

10.—(24884) Soumis un rapport du Département en Loi, en réponse à une interpellation du Conseil, au sujet du paiement des taxes, par les petits propriétaires.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De transmettre ledit rapport au Conseil, pour son information.

11.—(24931) Soumis un rapport du Surintendant des Achats et des Ventes, recommandant de remettre à M. E. Gagnon, un dépôt de \$38, fait en rapport avec la démolition de certaines bâtisses.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'autoriser la remise dudit dépôt.

12.—(24929) Soumis un rapport du Département en Loi, au sujet des réclamations de M. J. E. Bernard, au montant respectif de \$43.60 et \$55.55, pour frais de signification.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'autoriser le règlement desdites réclamations à même le Fonds de Réserve, et de recommander au Conseil de prier la Commission de Législation de faire amender la Loi de façon à ce qu'à l'avenir les significations soient faites par un huissier, et non par des constables.

13.—(24816) Soumis un rapport du Département en Loi, transmettant un projet d'arrangement avec les entrepreneurs du poste de police de Bordeaux, au sujet de l'occupation dudit poste.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'approuver ledit arrangement, à l'exception de la dernière partie, concernant les risques d'incendie, qui devra être révisée par le Département en Loi, et au sujet de laquelle les entrepreneurs sont priés de rencontrer le Bureau.

Son Honneur le Maire laisse son siège, et M. le Commissaire McDonald est appelé à présider.

14.—(24914) Soumis un rapport du Chef du Département des Incendies, recommandant la promotion du Lieutenant Edouard Métayer, caserne No 39, au grade de Capitaine.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport.

Son Honneur le Maire reprend son siège.

15.—(24941) Soumis un rapport du Chef du Département des Incendies, soumettant la liste des membres du Département des Incendies, pour l'année 1915.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'approuver ladite liste, à compter du premier janvier 1915.

16.—(24915) Soumis un rapport du Chef du Département des Incendies, recommandant de remettre les noms des personnes suivantes sur la liste de ceux qui sont partis pour la guerre, et ce, au même salaire que pour l'année 1914.

every week, a report on the Tramway service, with a tabulated statement for the corresponding week of the precedent year.

8.—(23970) Submitted a report from the Law Department, anent the contract awarded to Joseph Denis, for the erection of a building for the new pump at the Low Level Pumping Station.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That instructions be given to the Deputy Chief Engineer to cancel said contract with costs against the contractor, under the direction of the Law Department.

9.—(24910) Submitted a report from the Purchasing and Sales Agent, on the proceeds of the sale by auction of old building materials which took place on the 19th November 1914.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That the said report be received.

10.—(24884) Submitted a report from the Law Department, in reply to a question put by a member of Council, anent the payment of taxes by small proprietors.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That said report be transmitted to Council for its information.

11.—(24931) Submitted a report from the Purchasing and Sales Agent, recommending that Mr. E. Gagnon be refunded a deposit of \$38 made in connection with the demolition of certain buildings.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That said deposit be refunded.

12.—(24929) Submitted a report from the Law Department, anent the claims of Mr. J. E. Bernard, amounting respectively to \$43.60 and \$55.55 for service of documents.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That said claims be settled ex-reserve fund and that a report be made to Council, recommending that the Legislation Committee be requested to have the law amended so that, in future, documents be served by a bailiff and not by a constable.

13.—(24816) Submitted a report from the Law Department, transmitting a draft of agreement with the contractors of the Bordeaux Police Station anent the occupancy of said station.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: To approve of said agreement except as to the last part concerning fire risks, which should be revised by the Law Department, and the contractors are requested to meet the Board in this connection.

His Worship the Mayor left his seat and Commissioner McDonald was called to the Chair.

14.—(24914) Submitted a report from the Fire Department, recommending that Lieutenant Edouard Métayer, No. 39 Fire Station, be promoted to the rank of captain.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: To concur in said report.

His Worship the Mayor took the Chair.

15.—(24941) Submitted a report from the Chief of the Fire Department, submitting the list of the members of the Fire Department for 1915.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: To approve of said list from the 1st January 1915.

16.—(24915) Submitted a report from the Chief of the Fire Department, recommending that the names of the following persons be again placed on the list of those who have gone to the front with the same salary as for 1914:

Jos. Canossa, Assistant-Ingénieur	\$1,000
Albert Samett, Pompier	800
Robert Thomas, Pompier	800
Alfred Nollett, Pompier	800
Peter Ducie, Pompier	800
Gustave Caluwaert, Pompier	800
Chas. Schellinck, Pompier	800
Harry Edsell, Pompier	800
Geo. W. Murray, Pompier	800
Hugh Simpson, Pompier	900
Jules Cassagnes, Pompier	900
Adrien Saby, Pompier	900
Raphaël Ortiz, Pompier	800
Sam. McClelland, Pompier	1,000
Léo Girardot, Pompier	800
Robert Van Looy, Pompier	900
Frank Rotheron, Chauffeur	1,000
Robert Délart, Chauffeur	1,000
John McAvenue, Chauffeur	1,000
François Carbonnier, Chauffeur	1,000

Jos. Canossa, Asst.-Engineer	\$1,000
Albert Samett, fireman	800
Robert Thomas, fireman	800
Eldred Hollett, fireman	800
Peter Ducie, fireman	800
Gustave Caluwaert, fireman	800
Chas. Schellinck, fireman	800
Harry Edsell, fireman	800
Geo. W. Murray, fireman	800
Hugh Simpson, fireman	900
Jules Cassagnes, fireman	900
Adrien Saby, fireman	900
Raphael Ortiz, fireman	800
Sam. McClelland, fireman	1,000
Léo Girardot, fireman	800
Robert Van Looy, fireman	900
Frank Rotheron, chauffeur	1,000
Robert Délart, chauffeur	1,000
John McAvenue, chauffeur	1,000
François Carbonnier, chauffeur	1,000

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'approuver ladite recommandation, sujet à vérification par le Directeur de l'Assistance Municipale.

17.—(24770) Soumis un rapport du Chef du Département des Incendies, au sujet de la plainte de M. C. W. Lindsay, concernant le bruit causé par les camions-automobiles.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'informer M. Lindsay que le Département a reçu instructions de faire le moins de bruit possible, sans préjudice à l'intérêt du service.

18.—(24928) Soumis un rapport du Département en Loi, recommandant de faire signifier un protêt, à MM. Hénault et Heffernan, les mettant en demeure de prendre les précautions voulues, pour protéger les propriétés situées sur le Chemin de la Côte-des-Neiges.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De donner instructions au Notaire de la Ville de donner suite à cette recommandation.

19.—(24708) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, déclarant qu'il n'est pas pratique de donner effet à la recommandation du "Club Ouvrier Municipal Papineau", à l'effet que tout membre qui se présentera pour obtenir du travail de la Cité devra être muni d'une carte signée par le Président et le Secrétaire de son Club respectif.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport, d'en transmettre copie audit Club et de l'informer que le Bureau des Commissaires sera toujours heureux de considérer les suggestions qu'il voudra bien lui faire.

20.—Les représentants de l'Eglise Grecque Orthodoxe, demandent au Bureau l'autorisation de faire les cérémonies de la bénédiction de l'eau sur le Champ de Mars, le 19 du courant.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'accorder ladite autorisation.

21.—(24536) Soumis un rapport du Département en Loi, au sujet de l'insertion de la clause des Salaires Raisonables, dans les contrats, pour l'enfouissement des fils.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De donner communication dudit rapport à la Commission des Services Electriques, et de l'informer que c'est le désir du Bureau des Commissaires que la clause des Salaires Raisonables soit insérée dans les contrats relatifs à l'enfouissement des fils.

22.—(24426) Soumis un rapport du Département en Loi, déclarant que la Ville n'est pas tenue de se soumettre aux demandes de la Compagnie "Montréal Foncier, Limitée", et

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: To approve of said recommendation, said list to be verified by the Director of Municipal Assistance.

17.—(24770) Submitted a report from the Chief of the Fire Department, anent the complaint of Mr. C. W. Lindsay anent the noise caused by motor trucks.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That Mr. Lindsay be informed that the department has just been instructed to make the least possible noise, without prejudice to the efficiency of the service.

18.—(24928) Submitted a report from the Law Department, recommending that a protest be served upon Messrs. Hénault & Heffernan, notifying them to take the necessary precautions in order to protect the properties situated on Côte des Neiges Road.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That instructions be given to the City Notary to act accordingly.

19.—(24708) Submitted a report from the Deputy Chief Engineer, stating that it is not advisable to give effect to the recommendation made by the "Club Ouvrier Papineau" to the effect that every member of said club applying to the City for work be held to exhibit a card signed by the Chairman and the Secretary of his club.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: To concur in said report, to transmit a copy of same to said club and to inform them that the Board of Commissioners will always be pleased to consider the suggestions made by them.

20.—The representatives of the Greek Orthodox Church asked the Board for authorization to make the benediction of water on the Champ de Mars on the 19th instant.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That said authorization be granted.

21.—(24536) Submitted a report from the Law Department, anent the insertion of the fair wages clause in the contracts for the placing of wires under ground.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That said report be communicated to the Electric Service Commission, and to inform them that it is the Board of Commissioners' desire that the fair wages clause be inserted in the contracts relative to the placing of wires under ground.

22.—(24426) Submitted a report from the Law Department, stating that the City is not bound to grant the request of the "Montréal Foncier Limitée" Company and

qu'elle n'est pas responsable des dommages que cette Compagnie prétend avoir souffert, en rapport avec l'ouverture du Boulevard Saint-Laurent.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'informer ladite Compagnie en conséquence, et de donner instructions au Député-Ingénieur en Chef de faire disparaître la clôture temporaire qui entrave la circulation, si cela peut se faire.

23.—(24563, 23529, 24409) Soumis les rapports du Département en Loi, au sujet:

- 1° De la construction d'un égout sur la rue Létang;
- 2° De la construction d'un égout sur le Boulevard Westmount;
- 3° De la construction d'un égout sur la rue Brennan.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De différer l'étude de ces questions, jusqu'après la session de la Législature, attendu qu'il y a des amendements proposés, relativement à la construction de ces égouts, et d'informer les intéressés en conséquence.

24.—(24920) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, au sujet du service des tramways, durant les quatre derniers mois.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De recevoir ledit rapport.

25.—Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De donner instructions à tous les Chefs de Départements de transmettre au Bureau des Commissaires, d'ici au 25 courant, un état de toutes les dépenses qu'ils prévoient qu'il sera nécessaire de faire, à même le Fonds d'Emprunt, durant l'exercice 1915.

26.—(24926) Soumis un rapport du Surintendant des Parcs, recommandant de donner instructions au Bureau des Architectes de faire un relevé du plan de la maison du Gouverneur de l'Île Sainte-Hélène, avec les changements qui devront y être faits.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De référer à l'Architecte de la Ville, avec instructions de donner suite à cette recommandation.

27.—Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De demander au Département en Loi si le Bureau peut légalement permettre à MM. Valiquette et Marchand d'accepter la position d'Examineurs des Ingénieurs qui leur a été accordée, par le Gouvernement de la Province de Québec.

28.—Soumise une communication de l'Association des Ingénieurs Stationnaires, au sujet de la nomination de MM. Valiquette et Marchand, comme Examineurs d'Ingénieurs.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'informer ladite Association que le Bureau des Commissaires n'a rien à faire avec la nomination des Examineurs d'Ingénieurs, et que cette nomination relève du Gouvernement Provincial, et est faite en vertu d'un statut provincial. Tout ce que le Bureau des Commissaires a fait a consisté à permettre à deux des employés de la Ville de faire partie de ce Bureau d'Examineurs, position purement honorifique, d'après les informations données à ce Bureau, et chaque fois qu'ils seront appelés à servir en dehors de Montréal, ils devront en obtenir la permission du Bureau des Commissaires.

29.—(24907) Soumis le rapport du Département en Loi, au sujet de l'ouverture de l'avenue Denonville.

Après nouvelle étude de la question et conférence avec l'échevin du quartier,

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

that it is not responsible for the damages which said Company claims to have suffered in connection with the opening of St. Lawrence Boulevard.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That said Company be informed accordingly and that the Deputy Chief Engineer be instructed to have the temporary fence which impedes traffic, removed if possible.

23.—(24563-23529-24409) Submitted reports from the Law Department, anent:

- 1° The construction of a sewer on Letang street;
- 2° The construction of a sewer on Westmount Boulevard;
- 3° The construction of a sewer on Brennan street.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That consideration of said question be deferred until after the session of the Legislature, as there are amendments proposed in connection with the construction of said sewers, and that the interested parties be informed accordingly.

24.—(24920) Submitted a report from the Deputy Chief Engineer, anent the Tramway service, during the past four months.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That said report be received.

25.—On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That instructions be given to the Heads of Departments to submit to the Board of Commissioners, between now and the 25th instant, a statement of all the amounts which they will require out of the Loan Fund, during the year 1915.

26.—(24926) Submitted a report from the Superintendent of Parks, recommending that instructions be given to the Architectural Department to make a copy of the plan of the Governor's House on St. Helen's Island, with the alterations to be effected therein.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That the same be referred to the City Architect with instructions to have the said recommendation carried into effect.

27.—On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: To ask the Law Department if the Board can legally allow Messrs. Valiquette and Marchand to accept the position of Examiners of Engineers to which they have been appointed by the Government of the Province of Quebec.

28.—Submitted a communication from the Association of Stationary Engineers, anent the appointment of Messrs. Valiquette and Marchand as Examiners of Engineers.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That said Association be informed that the Board of Commissioners have nothing to do with the appointment of Examiners of Engineers, and the said appointment is made by the Provincial Government, and in virtue of a provincial statute. All the Board of Commissioners did, was to allow two of the City's employees to form part of said Board of Examiners, and thus hold a position which is purely honorary, according to the information given to this Board, and every time that they shall be called upon to act as examiners outside of Montreal, they shall have to obtain permission to do so from the Board of Commissioners.

29.—(24907) Submitted a report from the Law Department anent the opening of Denonville avenue.

After further consideration of said question and after an interview with the Alderman of the Ward,

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Résolu: De recommander qu'il soit procédé à l'expropriation de ladite avenue, suivant le plan "C" et conformément aux directions contenues dans le rapport du Département en Loi, en date du 16 janvier 1915.

30.—(24930) Soumis un rapport du Directeur du Bureau Municipal d'Hygiène et de Statistiques, transmettant un compte de l'Hôpital Notre-Dame, au montant de \$3,266, représentant 3,266 jours supplémentaires d'hospitalisation à l'Hôpital Saint-Paul, à raison de \$1.00 par jour, pour le dernier trimestre de 1914.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De recommander au Conseil le paiement dudit compte, à même le Fonds de Réserve.

31.—(24441) Soumis un rapport du Département en Loi, déclarant que la Ville n'est pas tenue de payer la réclamation de la Ville d'Outremont, pour frais d'hospitalisation de Charles Loudon, à l'Hôpital Alexandra.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport et d'informer la Ville d'Outremont en conséquence.

32.—Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: Que la résolution du 13 janvier 1915, à l'effet de faire servir un protêt à M. Charles Bénard, soit reconsidérée et annulée, attendu que le contrat, pour la construction de la corniche du Marché Bonsecours n'a pas encore été accordé, et que le contrat soit accordé au plus bas soumissionnaire, M. Charles Bénard, au prix de \$95, conformément à la recommandation de MM. Chaussé, Biron et Bolté.

33.—(24916) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, recommandant le paiement d'un compte de \$126.62, à M. Emile Vanier, en rapport avec la fourniture de copies de plans.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De demander à l'Ingénieur-Surintendant des Egouts, qui l'a autorisé à faire cette dépense.

34.—Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, recommandant la remise, à MM. Glibert, Paye & Cie, d'un dépôt de \$1,200, fait en rapport avec le contrat pour la construction d'une station de pompe, pour l'égout du Bassin Elgin.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De demander au Département en Loi s'il concourt dans la recommandation du Député-Ingénieur en Chef.

35.—(24917) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, recommandant le remboursement, à la "Douglass-Milligan Co.", d'un dépôt de \$610.50, fait en rapport avec le contrat, pour la construction d'une cheminée en briques, à la station de pompage du Bas-Niveau.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'autoriser la remise dudit dépôt.

36.—Soumise une communication de M. Joseph Lagacé, demandant si MM. Laurin & Leitch, et M. Pion, paient les salaires raisonnables.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De référer à l'Officier des Salaires Raisonables pour informer.

37.—(24717) Soumis un rapport du Département en Loi, demandant certains renseignements, en rapport avec la réclamation de la "Durand Hardware Co."

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer au Député-Ingénieur en Chef pour donner suite à cette demande.

Resolved: That a report be made to Council, recommending that the expropriation of said avenue be proceeded with, as per plan "C" and according to the directions contained in the report of the Law Department, dated the 16th January 1915.

30.—(24930) Submitted a report from the Medical Health Officer, transmitting an account from Notre Dame Hospital, amounting to \$3,266, representing 3,266 supplementary nursing days at St. Paul Hospital, at the rate of \$1.00 per day, for the last three months of 1914.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that said account be paid out of the Reserve Fund.

31.—(34441) Submitted a report from the Law Department, stating that the City is not held to pay the claim of the Town of Outremont for the nursing of Charles Loudon at the Alexandra Hospital.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That said report be approved and that the Town of Outremont be informed accordingly.

32.—On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That the resolution of the 13th January 1915 to the effect of serving a protest upon Mr. Charles Bénard, be reconsidered and annulled, as the contract for the construction of a cornice at Bonsecours Market has not been awarded, and that said contract be awarded to the lowest tenderer, Mr. Charles Bénard, at the price of \$95, in accordance with the recommendation of Messrs. Chaussé, Biron and Bolté.

33.—(24916) Submitted a report from the Deputy Chief Engineer, recommending that Mr. Emile Vanier be paid an account of \$126.62 in connection with the supply of copies of plans.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: To ask the Engineer Superintendent of Sewers who authorized him to incur such expense.

34.—Submitted a report from the Deputy Chief Engineer, recommending that Messrs. Glibert, Paye & Co. be refunded a deposit of \$1,200 made in connection with their contract for the construction of a pumping station for the Elgin Basin sewer.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: To ask the Law Department if it approves the Deputy Chief Engineer's recommendation.

35.—(24917) Submitted a report from the Deputy Chief Engineer, recommending that the Douglas Milligan Co. be refunded a deposit of \$610.50 made in connection with their contract for the construction of a brick chimney at the Low Level Pumping Station.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the refund of said deposit be authorized.

36.—Submitted a communication from Mr. Joseph Lagacé, asking if Messrs. Laurin & Leitch and Mr. Pion are paying fair wages.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That the same be referred to the Fair Wages Officer with instructions to furnish the information asked for.

37.—(24717) Submitted a report from the Law Department, asking for certain information in connection with the claim of the Durand Hardware Co.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the same be referred to the Deputy Chief Engineer with instructions to act accordingly.

38.—Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: Que la séance soit ajournée au 18 du courant, à 3 hrs p.m.

L. N. SENEÇAL,
Secrétaire.

* * *

Compte rendu de l'assemblée du 18 janvier 1915, p.m.

Son Honneur le Maire, Président. Tous présents.

1.—(23819) Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: D'autoriser le Surintendant des Edifices Municipaux à faire installer un téléphone dans le bureau de la pesée Papineau, au prix de \$55 par année, suivant recommandation, contenue dans le rapport du Surintendant des Edifices Municipaux.

2.—Soumises deux séries de mandats, vérifiés par le Contrôleur et Auditeur de la Cité, au montant respectif de \$53,706.09, \$10,911.95, suivant listes certifiées.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'en autoriser le paiement.

3.—Soumise une communication de M. J. A. Chagnon, offrant de vendre à la Cité, un terrain situé au coin de la rue Lacordaire et de la rue Désaulniers, pour les besoins du Département des Chemins.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De référer au Député-Ingénieur en Chef, pour rapport.

4.—Soumis un rapport du Département en Loi, au sujet de la demande faite, par M. J. L. Pouliot, pour être admis à faire sa cléricature sous brevet, dans le Département en Loi de la Cité, ledit M. Pouliot consentant à agir comme tel, sans salaire.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De permettre audit M. Pouliot d'agir comme clerc dans le bureau du Département en Loi de la Cité.

5.—Son Honneur le Maire ayant suggéré que le Bureau poursuive l'étude du projet de contrat, entre la Compagnie des Tramways et la Cité, afin de hâter la solution de cette question.

M. le Commissaire McDonald, appuyé par M. le Commissaire Ainey propose la motion suivante:

Attendu que la Compagnie des Tramways doit à la Ville de Montréal, comme pourcentage sur ses recettes, depuis le mois de septembre, la somme de \$500,000;

Attendu que Son Honneur le Maire et les Commissaires se sont préoccupés de faire entrer cette somme dans le Trésor, sans succès;

Attendu que la Ville, dans les quatre derniers mois a passé par la crise financière la plus ennuyeuse qui s'est vue;

Attendu que la Compagnie des Tramways est tenue par le Règlement 210, de fournir trimestriellement à la Ville un état de ses recettes, démontrant le pourcentage qui est dû à la Ville, à la fin de chaque terme;

Attendu que cette obligation de la Compagnie, en vertu du Règlement 210, devrait l'engager à payer tous les trois mois, les sommes dues à la Ville;

Attendu que la Compagnie des Tramways a réduit son service dans la Ville, sur ses différents réseaux depuis septembre 1913 à septembre 1914, de 39%, 33% et 25% sur certaines lignes les plus congestionnées;

38.—On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That this meeting be adjourned until the 18th instant, at 3 p.m.

L. N. SENEÇAL,
Secretary.

* * *

Report of meeting held on the 18th January 1915, p.m.

Present: His Worship the Mayor, in the Chair, and all the members of the Board.

1.—(23819) On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That the Superintendent of Municipal Buildings be authorized to install a telephone in the office of the Papineau Weigh-House, at a cost of \$55 per annum, as recommended in the report from the Superintendent of Municipal Buildings.

2.—Submitted two series of warrants, verified by the City Comptroller and Auditor, amounting respectively to \$53,706.09, \$10,911.95, as per certified lists.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: To authorize the payment thereof.

3.—Submitted a communication from Mr. J. A. Chagnon, offering to sell to the City a piece of land situated corner of Lacordaire and Desaulniers streets, for the Road Department.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That the matter be referred to the Chief Engineer for a report.

4.—Submitted a report from the Law Department anent the request made by Mr. J. L. Pouliot, law student, to be allowed to attend to the procedure in the Law Department during his term of probation, the said Mr. Pouliot consenting to do so without any salary.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That the said Mr. Pouliot be allowed to act as clerk in the office of the Law Department of the City.

5.—His Worship the Mayor having suggested that the Board proceed to consider the proposed contract between the Tramways Co. and the City in order to hasten the settlement of said question.

Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, made the following motion:

Whereas the Tramways Co. owes to the City of Montréal, as percentage on its receipts, since the month of September, the sum of \$500,000;

Whereas His Worship the Mayor and the Commissioners have endeavored to have said sum paid to the Treasury, without avail;

Whereas, during the past four months, the City has had to face the most serious financial crisis which has ever existed;

Whereas the Tramways Co. is held by By-law 210 to furnish to the City every three months, a statement of its receipts, showing the percentage due to the City at the end of each term;

Whereas this obligation imposed on the Company by By-law 210, ought to induce said Company to pay every three months, the sums due to the City;

Whereas the Tramways Co. has reduced its service in the City on its different lines, from September 1913 to September 1914, by 39%, 33% and 25% on some of the most congested lines;

Attendu que la moyenne de cette réduction, suivant le rapport de l'Ingénieur des Tramways de la Ville, soumis à ce Bureau, se monte à environ 19 à 20% ;

Attendu que récemment, M. l'échevin Larivière est venu se plaindre que le service, dans le quartier Longue-Pointe avait été réduit d'un maximum de deux minutes et demie à un minimum de 20 minutes, qu'il a informé le Bureau que les citoyens en souffraient, et qu'il en appelait au Bureau des Commissaires pour remédier à cet état de choses,

Résolu: Que toute discussion ou négociation, entre la Ville et la Compagnie des Tramways soit suspendue jusqu'à ce que les montants qui nous sont dus (\$603,911.17) par notre locataire, pour loyer ou pourcentage, soient rentrés dans le Trésor, et que le Trésorier soit prié de faire rapport en conséquence, et aussi jusqu'à ce que le service réduit récemment dans le quartier Longue-Pointe, sans prévenir la Ville, et sans justification apparente, soit aussi rétabli, et aussi que la Compagnie ait fourni des éclaircissements précis sur la réduction du service de 20% faite durant le cours de l'année dernière, et que la Compagnie prouve, par ces rapports officiels combien cette réduction a été en réalité.

M. le Commissaire Côté, appuyé par M. le Commissaire Hébert propose en amendement:

Que le Trésorier de la Cité, M. le Commissaire Hébert, et Son Honneur le Maire s'abouchent, avec les autorités des Tramways pour régler les litiges des finances qui existent entre elle et la Cité, comme dans le cas de la Montreal Light, Heat & Power Co., pour en venir à une entente finale, et que le Bureau des Commissaires continue sans interruption l'étude du projet du Maire.

Après débats, le vote est pris sur l'amendement, et le Bureau se partage comme suit:

Pour l'amendement: MM. les Commissaires Hébert et Côté.

Contre l'amendement: MM. les Commissaires Ainey et McDonald.

Son Honneur le Maire ayant voté dans l'affirmative, l'amendement est déclaré adopté.

Le vote est ensuite pris sur la motion principale, et le Bureau se partage comme suit:

Pour: MM. les Commissaires McDonald et Ainey.

Contre: MM. les Commissaires Côté et Hébert.

Son Honneur le Maire ayant voté dans la négative, la motion principale est déclarée perdue, et il est

Résolu: En conséquence.

6.—(24953) Soumise une communication du "Conseil des Métiers et du Travail", transmettant copie d'une résolution, adoptée le 7 du mois courant, concernant l'octroi d'une nouvelle franchise à la Compagnie des Tramways.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'accuser réception de ladite communication, et de la déposer au dossier, après en avoir transmis copie à Son Honneur le Maire, et à chacun des Membres du Bureau des Commissaires.

7.—Attendu que le 5 octobre 1914, le Conseil, sur recommandation du Bureau des Commissaires, a voté, à même le crédit de \$500,000, voté pour la Bibliothèque Municipale, une somme de \$100,000 pour la pose de conduites d'eau dans certaines rues;

Attendu que l'entente était que cette somme serait retournée à son crédit primitif, dès que les circonstances le permettraient, sur le budget de 1915;

Attendu qu'il sera très probablement nécessaire d'ici à la fin de l'année courante, d'avoir cette somme disponible, pour les fins des Bibliothèques Municipales,

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De recommander au Conseil que ladite somme de \$100,000 soit prise sur le Fonds d'Emprunt, et appliquée de nouveau au crédit de \$500,000.

8.—M. le Commissaire Côté, appuyé par M. le Commissaire Hébert propose la motion suivante:

Whereas the average of said reduction according to the report of the City Engineer in charge of Tramways, submitted to this Board, is about 19 to 20% ;

Whereas, recently, Ald. Larivière complained that the service in Longue Pointe Ward had been reduced from a maximum of two minutes and one half to a minimum of 20 minutes, and informed the Board that the citizens were suffering therefrom, and requested them to remedy this state of things;

Resolved: That all discussion or negotiations, between the City and the Tramways Co., be suspended, until the sums due to us (\$603,911.17), by our tenant, for rent or percentage, be paid to the Treasury, and that the Treasurer be requested to report accordingly, and also until the service recently reduced in Longue Pointe Ward, without any notice to the City and without any evident justification, has been reestablished, and, furthermore, until the Company has given accurate explanations on the 20% reduction in the service made during last year, and has established by its official reports the actual extent of said reduction.

Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, moved in amendment:

That the City Treasurer, Commissioner Hébert and His Worship the Mayor confer with the authorities of the Tramways Co., in order to settle the financial difficulties existing between the Company and the City, as in the case of the Montreal Light, Heat & Power Co., in order to come to a final understanding, and that the Board of Commissioners proceed without interruption to consider the Mayor's project.

After a debate, the amendment being put, the Board divided as follows:

Yeas: Hébert and Côté.

Nays: Ainey and McDonald.

His Worship the Mayor having voted in the affirmative, the amendment was adopted.

The main motion being put, the Board divided as follows:

Yeas: McDonald and Ainey.

Nays: Côté and Hébert.

His Worship the Mayor having voted in the negative, the main motion was declared lost, and it was

Resolved: Accordingly.

6.—(24953) Submitted a communication from the "Trades and Labor Council", transmitting copy of a resolution adopted on the 7th instant, concerning the granting of a new franchise to the Tramways Co.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: To acknowledge receipt of said communication and file the same of record, after having transmitted a copy thereof to His Worship the Mayor and to each of the Commissioners.

7.—Whereas on the 5th October 1914, the Council, on the recommendation of the Board of Commissioners, appropriated ex-amount of \$500,000 voted for the Civic Library, a sum of \$100,000 for the laying of mains in certain streets;

Whereas it was agreed that said sum would be revoted for its original destination as soon as circumstances would permit in the budget of 1915;

Whereas it will very likely be necessary, before the end of this year, to have said sum available for the erection of Civic libraries;

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: To recommend to Council that said sum of \$100,000 be taken ex-Loan Fund to make up the original appropriation of \$500,000.

8.—Commissioner Côté moved, seconded by Commissioner Hébert,

Attendu que le territoire formant partie de la Cité de Montréal, et non désigné dans le Règlement No 210 et ses amendements, forme plus que la moitié du territoire actuel de la Cité;

Attendu que la population habitant le territoire non désigné dans le Règlement No 210 et ses amendements est depuis longtemps en instances auprès de la Cité de Montréal pour obtenir l'amélioration du système de tramways la desservant;

Attendu que la Compagnie se plaint qu'elle n'a pas, et de fait n'a pas à sa disposition, dans le centre de la Ville, les débouchés nécessaires pour lui permettre de décongestionner son service;

Attendu que dans le territoire désigné dans le Règlement No 210 et ses amendements, le service est devenu insuffisant pour répondre aux besoins du public, la congestion dans ce territoire augmentant considérablement d'année en année;

Attendu qu'en dehors du service de tramways, le trafic généralement dans le centre de la Ville souffre considérablement de la congestion ci-dessus mentionnée;

Attendu que l'important territoire sis au sud du Canal Lachine souffre depuis plusieurs années des difficultés de communication avec le territoire sis au nord dudit Canal, et que cet état de choses s'aggrave chaque année et deviendra dans un avenir rapproché d'une gravité telle qu'il est nécessaire d'y remédier sans délai;

Attendu que dans le passé, les Compagnies de Chemins de Fer opérant dans la Cité de Montréal, ont généralement établi des traverses à niveau, et qu'il est nécessaire, dans l'intérêt, tant de la Ville que des Compagnies de Chemins de Fer, de faire disparaître ces traverses à niveau aussitôt que faire se pourra, et attendu qu'à mesure qu'inévitablement ces traverses à niveau disparaîtront, il sera nécessaire pour la Cité de Montréal que des voies de tramways soient établies sous des voies de Chemins de Fer élevées;

Attendu qu'en vertu des diverses franchises concédées à la Compagnie des Tramways, tel que susdit, la Compagnie a le droit de charger et charge des taux différentiels dans les diverses parties du territoire non désigné dans le Règlement No 210 et ses amendements, lesquels taux sont les suivants:

- De Notre-Dame de Grâce (avenue Victoria à Montréal-Ouest), prix du passage, 5c en argent.
- De Maisonneuve à la Pointe-aux-Trembles, prix du passage, 5c en argent.
- Verdun (Queen's Park au bout de la ligne), un passage additionnel de 5c en argent, ou le même billet qu'en Ville.
- Rosemont (d'un point quelconque dans les limites de la Cité à un point quelconque dans Rosemont), prix du passage, 5c en argent.
- Montréal-Est, un passage additionnel de 5c en argent.
- Village de la Pointe-aux-Trembles, un passage additionnel de 5c en argent.

Whereas the territory forming part of the City of Montreal and not designated in By-law No. 210 and its amendments represents more than 1/2 of the present territory of the City;

Whereas the citizens residing in the territory not designated in By-law No. 210 and its amendments have repeatedly urged the City of Montreal to have the tramway system improved;

Whereas the Company complains that it has not, and has not in fact, at its disposal, in the centre of the City, the facilities required to enable it to discongest its service;

Whereas in the territory designated in By-law No. 210 and its amendments the tramway service has become insufficient to meet the requirements of the public, the congestion in such territory increasing considerably from year to year;

Whereas, besides the tramway service, the traffic generally in the centre of the City suffers considerably from this congestion;

Whereas the important territory situated south of the Lachine Canal has been suffering for several years past from the lack of means of communication with the territory lying north of said Canal and this state of things has become so serious that it is necessary to remedy the same without delay;

Whereas the railway companies operating in the City of Montreal have established level crossings and it is necessary, in the interest of both the City and said companies, to abolish such crossings as soon as possible, and whereas tramway lines will have to be established under elevated railway tracks as said level crossings are suppressed;

Whereas in virtue of the different franchises granted to the Tramways Company, as aforesaid, the Company has the right to charge and actually charges differential rates in the various parts of the territory not designated in By-law No. 210 and its amendments which said rates are as follows:

- From Notre-Dame de Grâce (Victoria Avenue) to Montreal West, fare: 5 cents in money.
- From Maisonneuve to Pointe-aux-Trembles, fare: 5 cents in money.
- Verdun (Queens Park to the end of the line): an additional fare of 5 cents in money or the same ticket as in the City.
- Rosemont (from any point within the City limits to any point in Rosemont), fare: 5 cents in money.
- Montreal East, an additional fare of 5 cents in money.
- Village of Pointe-aux-Trembles, fare of 5 cents in money.

	Dépôt Saint-Denis	Terrains du Shamrock	Youville	Ahuntsic	Henderson	Saint-Michel
Dépôt Saint-Denis	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Terrains du Shamrock	5	.....	.....	.....	.....	.....
Youville	5	5	.....	.....	.....	.....
Ahuntsic	10	10	5	.....	.....	.....
Henderson	15	15	10	5	.....	.....
Saint-Michel	20	15	10	10	5	.....
Saint-Vincent	20	20	15	10	10	5

	St. Denis Station	Shamrock Grounds	Youville	Ahuntsic	Henderson	St. Michel
St. Denis Station	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Shamrock Grounds	5	.....	.....	.....	.....	.....
Youville	5	5	.....	.....	.....	.....
Ahuntsic	10	10	5	.....	.....	.....
Henderson	15	15	10	5	.....	.....
St Michel	20	15	10	10	5	.....
St. Vincent	20	20	15	10	10	5

	Av. Mont-Royal	Outremont	Av. Bellingham	Côte-des-Neiges	Jonct. Monklands	Côte Saint-Luc	Avenue Victoria	Saint-Laurent	Côte Saint-Paul	Montréal-Ouest	Rockfield	6ème Av., Lachine
Av. Mont-Royal...												
Outremont.....	5											
Av. Bellingham...	5	5										
Côte-des-Neiges...	10	10	5									
Jonct. Monklands..	10	10	10	5								
Côte Saint-Luc,...	10	10	10	5	5							
Avenue Victoria...	10	10	10	10	5	5						
Saint-Laurent.....	15	15	15	15	5	10	15					
Cartierville.....	15	15	15	15	10	15	15	5				
Côte Saint-Paul												
Montréal-Ouest,...								5				
Rockfield							10	5				
6ème Av. Lachine.							15	10	5			
Stoney Point.....							15	10	10	5		

	Mount Royal Av.	Outremont	Bellingham Av.	Côte des Neiges	Monklands Junct.	Côte St. Luke	Victoria Av.	St. Lawrence	Côte St. Paul	Montreal-West	Rockfield	6th Av. Lachine
Mount Royal Av.												
Outremont.....	5											
Bellingham Av....	5	5										
Côte des Neiges...	10	10	5									
Monklands Junct..	10	10	10	5								
Côte St. Luke.....	10	10	10	5	5							
Victoria Av.....	10	10	10	10	5	5						
St. Lawrence.....	15	15	15	15	5	10	15					
Cartierville.....	15	15	15	15	15	15	15	5				
Côte St. Paul.....												
Montreal-West....									5			
Rockfield.....								10	5			
6th Av, Lachine..									15	10	5	
Stoney Point.....									15	10	10	5

Attendu que le territoire désigné dans le règlement No 210 et ses amendements devenant tous les jours de plus en plus commercial, la population est obligée d'aller résider dans le territoire non désigné dans le Règlement No 210 et ses amendements, et attendu qu'il est de l'intérêt de la classe ouvrière que des facilités lui soient accordées pour pouvoir aller résider avec sa famille dans un endroit où il y a une agglomération moins considérable de population;

Attendu qu'il est nécessaire d'améliorer non seulement les conditions de transport par voie de tramways dans les limites de la Cité, mais aussi d'améliorer les voies de transport appliquées au trafic généralement;

Attendu que la classe ouvrière désirant améliorer sa position en allant demeurer dans les endroits non congestionnés souffre indûment du fait que l'arrangement actuel entre la Compagnie des Tramways et la Cité ne s'applique qu'à une partie du territoire de la Cité et que grâce aux franchises à long terme accordées à ladite Compagnie, la classe ouvrière est appelée à payer un prix de passage plus élevé que celui qui est exigé du public en général voyageant dans les limites désignées au Règlement No 210 et ses amendements;

Attendu qu'à l'expiration du contrat existant entre la Compagnie des Tramways et la Cité, la franchise de ladite Compagnie ne peut prendre fin que si ladite Cité achète toutes les propriétés de la Compagnie dans le territoire désigné dans le Règlement No 210 et ses amendements, et attendu que la franchise de la Compagnie est perpétuelle ou se renouvelle automatiquement, à moins que la Cité n'use du droit qu'elle a d'acheter les propriétés de la Compagnie à l'expiration de chaque période de 5 années subséquentes à l'expiration du contrat existant actuellement entre la Cité et la Compagnie, et ce, en vertu de la Section 36 du Règlement No 210 qui se lit comme suit:

"Il est convenu entre la Corporation et ladite Compagnie que le présent arrangement ou contrat pour la construction et la mise en opération dudit Tramway électrique se continuera pendant une période de trente années à partir du 1er août 1892, à l'expiration de ladite période de trente années et à l'expiration de chaque période de 5 années subséquentes, la

Whereas the territory designated in By-law No. 210 and its amendments is becoming more and more commercial, and the citizens have therefore to fix their residence in the territory not designated in By-law 210 and its amendments, and whereas it is in the interest of the laboring classes that facilities be provided in order to enable them to go and reside in a less congested district;

Whereas it is necessary to improve not only the tramway service within the City limits but also the conveyances for traffic generally;

Whereas the laboring classes, desiring to improve their condition by fixing their residence in uncongested districts, suffer from the fact that the existing agreement with the Tramways Co. only applies to a part of the territory of the City, and in view of the franchises granted to said Company, the laboring classes are called upon to pay a higher fare than that charged to the public generally travelling within the limits designated in By-law No. 210 and its amendments;

Whereas, at the expiry of the contract passed between the Tramways Co. and the City, the franchise of said Company will continue to exist unless the City acquires all the properties of the Company within the territory designated in By-law No. 210 and its amendments, and whereas the Company's franchise is perpetual and is renewable automatically, unless the City exercises its right to purchase the Company's properties at the end of each subsequent period of 5 years after the expiry of the existing contract, and this, in virtue of Sect. 36 of By-law No. 210 which reads as follows:

Sec. 36.—It is agreed between the City and said Company that the present arrangement or contract for the establishment and operation of the said electric railway shall extend over a period of 30 years from the 1st August 1892. At the expiration of the said term of thirty years, and at the expiration of every term of five years thereaf-

Cité aura le droit, après un avis de six mois donné à la Compagnie, dans les douze mois qui précéderont immédiatement l'expiration desdites trente années, ainsi qu'après un avis de six mois et aux mêmes conditions, à la fin de chaque cinq années subséquentes, de s'approprier ladite voie ferrée, ainsi que les immeubles et dépendances, le matériel et les voitures appartenant à la Compagnie et nécessaires à l'exploitation de ladite voie ferrée, en en payant la valeur, qui sera fixée par des arbitres et 10% en sus de l'estimation, lesdits arbitres seront nommés comme suit: Un par la Cité, un par la Compagnie, et le troisième par un Juge de la Cour Supérieure, siégeant dans et pour le district de Montréal;"

Attendu que cet état de choses, à l'expiration du présent contrat, empêcherait la Cité de Montréal d'avoir dans son territoire un système uniforme de tramways, par le fait que le territoire non désigné dans le Règlement No 210 et ses amendements resterait sous le contrôle de la Compagnie des Tramways en vertu des différentes franchises susdites et forcerait la population habitant ledit territoire à payer double prix de passage pour venir dans le territoire désigné dans le Règlement No 210 et ses amendements, et vice-versa;

Attendu que, vu les diverses franchises généralement exclusives à long terme qui ont été accordées à la Compagnie des Tramways, il est impossible d'obtenir les améliorations requises dans le territoire non désigné dans le Règlement No 210 et ses amendements sans faire, avec la Compagnie, un nouvel arrangements couvrant tout le territoire actuel de la Cité de Montréal ou susceptible d'en faire partie dans un avenir plus ou moins rapproché;

Attendu que l'établissement des voies souterraines, de service d'autobus ou de voies élevées dans le territoire non désigné dans le Règlement No 210 et ses amendements, par tronçons ou autrement, en outre qu'il exigerait une dépense capitale que les circonstances ne justifieraient pas, ne fournirait pas au public le service auquel il a droit de s'attendre, mais serait plutôt une cause d'inconvénients et de dépenses injustifiables;

Attendu qu'au contraire, il est de l'intérêt de la Ville et de ses citoyens qu'un service uniforme de transport soit obtenu dans les limites telles qu'existantes de la Cité de Montréal, et dans le territoire susceptible d'y appartenir dans un avenir plus ou moins rapproché,

Résolu: Que le Bureau des Commissaires réfère au Département en Loi, pour rapport, quant à la portée légale des considérants ci-dessus, et à l'Ingénieur en Chef de la Cité, pour rapport, quant aux faits énoncés, dans lesdits considérants, le tout sous toute réserve.

Et un débat s'engageant, M. le Commissaire McDonald propose en amendement, appuyé par M. le Commissaire Ainey,

Que cette motion soit soumise au Département en Loi pour en savoir la portée et la responsabilité, si elle était adoptée par le Bureau des Commissaires, et ce, en vue de protéger les intérêts de la Cité.

Le vote étant pris sur l'amendement, le Bureau se partage comme suit:

Pour: MM. les Commissaires Ainey et McDonald.

Contre: MM. les Commissaires Hébert et Côté.

Son Honneur le Maire ayant voté dans la négative, l'amendement est déclaré perdu.

Le vote est ensuite pris sur la motion principale, et les voix se partagent comme suit:

Pour: MM. les Commissaires Côté et Hébert.

Contre: MM. les Commissaires Ainey et McDonald.

Son Honneur le Maire ayant voté dans l'affirmative, la motion principale est déclarée adoptée, et il est

Résolu: En conséquence.

9.—Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'amender la résolution du Bureau, en date du 29 décembre 1914, au sujet de la continuation de la construction de l'égout de la rue Mill, en en retranchant les mots "de

ter, the City shall have the right, after a notice of six months to the Company, to be given within the twelve months preceding the expiration of the said 30 years, and also after a like notice of six months at the end of every subsequent five years, to assume the ownership of the said railway and all its real estate, appurtenances, plant and vehicles belonging to the Company, and necessary for the operation of its line on payment of their value, to be determined by arbitrators, together with an additional ten per cent thereon, said arbitrators to be appointed as follows, viz.: one by the Company, one by the City, and the third by a Judge of the Superior Court, sitting in and for the District of Montreal.

Whereas this will prevent the City of Montreal from having, at the expiry of the existing contract, a uniform tramway system throughout its territory owing to the fact that the territory not designated in By-law No. 210 and its amendments would remain under the control of the Tramways Co., in virtue of the franchises above mentioned and will compel the citizens inhabiting the said territory to pay double fare to reach the territory designated in By-law No. 210 and its amendments and vice versa;

Whereas, in view of the various franchises granted to the Tramways Co., most of which are exclusive and perpetual, it is impossible to obtain the improvements required in the territory mentioned in By-law No. 210 and its amendments without making with the Company a new arrangement covering the whole of the present territory of the City of Montreal as well as the territory which will likely form part of said City in the near future;

Whereas the establishment of underground, autobus lines or elevated lines, within the territory not designated in By-law No. 210 and its amendments, besides necessitating a capital expenditure which circumstances would not justify, would not provide the service which the public have the right to expect, but would rather be a source of inconvenience and would entail an unwarrantable expenditure;

Whereas, on the contrary, it is in the interest of the City and the citizens that a uniform transportation system be provided within the existing limits of the City of Montreal as well as in the territory which will likely be annexed to the said City in the near future;

Resolved: That the above statements be referred to the Law Department for a report on the legal scope thereof and to the Chief City Engineer for a report on the facts set forth therein, the whole under reserve.

And a debate arising, Commissioner McDonald moved in amendment, seconded by Commissioner Ainey,

That the above motion be submitted to the Law Department for a report on the legal scope thereof and on the liability it would involve in the event of it being adopted by the Board of Commissioners, and this with a view of protecting the City's interests.

The vote being taken on the amendment, the Board divided as follows:

Yeas: Commissioners Ainey and McDonald.

Nays: Commissioners Hébert and Côté.

His Worship the Mayor having voted in the negative, the amendment was declared lost.

The vote was then taken on the main motion and the Board divided as follows:

Yeas: Commissioners Côté and Hébert.

Nays: Commissioners Ainey and McDonald.

His Worship the Mayor having voted in the affirmative, the main motion was declared adopted and it was

Resolved: Accordingly.

9.—On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That the resolution of the Board dated the 29th December 1914, anent the continuation of the construction of the Mill street sewer be amended by striking

l'égout de la rue Mill", et en y substituant les mots suivants : "de l'égout auxiliaire de la rue Wellington.

out the words: "of the Mill street sewer" and substituting therefor the following words: "of the auxiliary sewer on Wellington street.

10.—Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

10.—On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner McDonald, it was

Résolu: D'autoriser le règlement des réclamations ci-dessus, ex-Fonds de Réserve:

Resolved: That the settlement of the undermentioned claims, ex-Reserve Fund, be authorized.

9363.	J. A. Bissonnette, — clôture brisée	\$ 20.00
9369.	Montreal Public Service Corporation, — automobile brisée	67.82
9231.	Dame A. Lafrenière, — dommages à la propriété	25.00
8355.	Dame Mary Lowe, — chute sur trottoir, à la réclamante	350.00
	Frais à Mtre F. Curran	102.40
9264.	Dame Vve Joseph Lalonde, — mort de son fils	1,500.00
9303.	Dame Mélina Lalonde, Vve A. Poirier, — mort de son mari	1,500.00
9398.	A. J. G. Guy, — empiètement sur terrain	80.00
9331.	Re, Paquette vs La Cité, — frais à Mtre M. Dugas	25.00

9363	J. O. Bissonnette—Fence broken.. . . .	\$ 20.00
9369	Montreal Public Service Corporation — Automobile broken.. . . .	67.82
9231	Dame A. Lafrenière—Damages to property	25.00
8355	Dame Mary Howe—Fall on the sidewalk. To the Claimant	350.00
	Costs to Mtre F. Curran.. . . .	102.40
9264	Dame Widow Joseph Lalonde—Death of her son	1,500.00
9303	Mélina Lalonde, Widow A. Poirier — Death of her husband.. . . .	1,500.00
9398	A. J. G. Guy—Encroachment upon lot.. . . .	80.00
9331	Re Paquette vs. Laliberté—Costs to Mtre M. Dugas.. . . .	25.00

Réclamations rejetées: 8978, 9163, 9376, 9392, 9408, 9382, 9289.

Claims rejected: 8978, 9163, 9376, 9392, 9408, 9382, 9289.

11.—(24961) Soumis un rapport du Surintendant des Edifices Municipaux, recommandant de donner instructions à l'Ingénieur du Département des Egouts de faire les travaux de réparations à l'égout du Château Ramsay.

11.—(24961) Submitted a report from the Superintendent of Municipal Buildings, recommending that instructions be given to the Engineer of the Sewers Department to repair the Château Ramezay Sewer.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Côté, it was

Résolu: De référer à l'Ingénieur Surintendant des Egouts.

Resolved: That the same be referred to the Engineer Superintendent of Sewers.

12.—Soumise un rapport du Département en Loi, au sujet de la réclamation de Dame Amanda Oceau, Vve de Elie Morel, pour dommages résultant de la mort de son mari, qui s'est fait tuer au cours d'un accident de travail, alors qu'il était à l'emploi de la Cité.

12.—Submitted a report from the Law Department, anent the claim of Dame Amanda Oceau, widow of Elie Morel, for damages resulting from the death of her husband, who was accidentally killed, while he was working for the City.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Résolu: D'autoriser le règlement de ladite réclamation, ex-Fonds de Réserve, en payant à la demanderesse, une somme de \$1,726, le chèque devant être fait à l'ordre de Dame Amanda Oceau, Vve de Elie Morel, et n'être payé qu'après avoir obtenu le consentement des enfants majeurs et du tuteur des enfants mineurs.

Resolved: That the settlement of said claim be authorized, ex-Reserve Fund, by paying to the Plaintiff a sum of \$1,726, the cheque to be made to the order of Dame Amanda Oceau, widow Elie Morel, and paid only after the consent of the children who are of age and the tutor of the minor children has been obtained.

13.—(24922) Soumis un rapport de l'Ingénieur-Surintendant de l'Aqueduc, informant le Bureau qu'en vue de donner aide à la "Montreal Water & Power Co.", il a donné ordres de faire ouvrir certains tuyaux de raccordement dans les quartiers St-Denis et de Lorimier.

13.—(24922) Submitted a report from the Engineer Superintendent of the Water Works, informing the Board that in order to assist the Montreal Water & Power Co., he gave orders to have certain connecting pipes in St. Denis and de Lorimier Wards opened.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Résolu: D'approuver l'action de l'Ingénieur-Surintendant de l'Aqueduc.

Resolved: That the action of the Engineer Superintendent of the Water Works be approved.

14.—Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

14.—On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Résolu: D'amender la résolution du Bureau, en date du 15 décembre 1914, à l'effet d'approuver certaines réquisitions, en retranchant la réquisition No 350 du Département des Incendies.

Resolved: That the resolution of the Board, dated the 15th December 1914, approving certain requisitions, and striking off requisition No. 350 of the Fire Department, be amended.

15.—(23728) Soumis le rapport conjoint de l'Architecte de la Ville et du Surintendant des Edifices Municipaux, sur les soumissions reçues, pour la construction de portes tournantes, à l'Annexe.

15.—(23728) Submitted the joint report of the City Architect and Superintendent of Municipal Buildings, anent the tenders received for the construction of revolving doors for the Annex.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner McDonald, it was

Résolu: D'accorder le contrat pour la construction des dites portes tournantes au plus bas soumissionnaire, savoir: la "Window Strip & Supply Co.", au prix de \$1,485.

Resolved: That the contract for the construction of the said revolving doors be awarded to the lowest tenderer, viz.: The Window Strip & Supply Co., at the price of \$1,485.

16.—(24802) Soumis un rapport du Département en Loi, au sujet d'une offre faite par Mme Jérémie Lauzon, en rapport avec l'expropriation, pour l'ouverture du Boulevard Saint-Joseph.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De déposer sur la table pour considération ultérieure.

17.—(24957) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, recommandant la construction d'un égout dans la rue Létourneux, entre la rue Bélanger et le Boulevard Rosemont, au coût de \$39,500, payable comme suit: \$1,000 par la Cité, et \$37,500 par les propriétaires.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De recommander au Conseil le vote des crédits nécessaires, pour la construction dudit égout, et d'informer M. l'échevin Lavergne que le vote de cette somme fera partie des crédits affectés à l'exécution des travaux permanents dans le quartier Rosemont, à même le budget de 1915.

18.—Soumise une demande de M. Alfred Demers, sollicitant une position de plombier, pour le Département des Parcs.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De nommer M. Alfred Demers à la position de plombier, pour le Département des Parcs, sujet à approbation, par le Surintendant du Département des Parcs.

19.—Soumise une communication du "Club Ouvrier du quartier Longue-Pointe", transmettant copie d'une résolution adoptée, au sujet du charroyage de la pierre des carrières du quartier Longue-Pointe.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer à l'Ingénieur en Chef pour rapport.

20.—(23850) Soumis un rapport de l'Architecte de la Ville, déclarant qu'il ne peut recommander l'octroi du permis demandé par M. Louis Ostrow, pour ériger une boutique de forge, sur le lot No Cad. 124, du quartier St-Jean-Baptiste, en arrière du No 1258 de la rue Cadieux.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport et d'informer le requérant en conséquence.

21.—(24849) Soumis un rapport de l'Architecte de la Ville, déclarant qu'il ne peut recommander l'octroi du permis demandé, par M. A. Milrood, pour ériger une boutique de forge, en arrière du lot portant les Nos 516, 517, 520, du quartier Saint-Louis.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport et d'informer le requérant en conséquence.

22.—(24454) Soumis un rapport de l'Architecte de la Ville, déclarant qu'il ne peut recommander l'octroi du permis demandé par M. J. B. Paré, pour être autorisé à ériger une boutique de forge au No 908 de la rue Boyer.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport et d'informer le requérant en conséquence.

23.—(24911) Soumis un rapport du Surintendant du Parc Mont-Royal, recommandant que le salaire de M. Hugh Murphy, malade depuis le premier janvier, et occupant la position de journalier, soit payé.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: D'approuver ladite recommandation.

16.—(24802) Submitted a report from the Law Department, anent an offer made by Dame Jérémie Lauzon, in connection with the expropriation for the opening of St. Joseph Boulevard.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That the same be laid on the table for future consideration.

17.—(24957) Submitted a report from the Deputy Chief Engineer, recommending the construction of a sewer in Létourneux street, between Bélanger street and Rosemont Boulevard, at a cost of \$38,500, payable as follows: \$1,000 by the City and \$37,500 by the proprietors.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that the appropriations required for the construction of the said sewer be voted, and that Ald. Lavergne be informed that said sum will form part of the appropriations voted for permanent works in Rosemont Ward in the budget of 1915.

18.—Submitted an application from Mr. Alfred Demers, asking that he be appointed plumber in the Parks Department.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That Mr. Alfred Demers be appointed plumber for the Parks Department, subject to the approval of the Superintendent of Parks.

19.—Submitted a communication from the "Club Ouvrier du Quartier Longue-Pointe", transmitting copy of a resolution adopted anent the carting of stone from the quarry in Longue Pointe Ward.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the same be referred back to the Chief Engineer for a report.

20.—(23850) Submitted a report from the City Architect, stating that he cannot recommend that the permission asked for by Mr. Louis Ostrow, for the erection of a blacksmith shop on lot Cad. No. 124, St-Jean-Baptiste Ward, in rear of No. 1258 of Cadieux street, be granted.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That said report be approved and that the petitioner be informed accordingly.

21.—(24849) Submitted a report from the City Architect, stating that he cannot recommend that the permission asked for by Mr. A. Milrood to erect a blacksmith shop in rear of lot bearing Nos. 516, 517, 520 of St. Louis Ward, be granted.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That said report be approved and that the petitioner be informed accordingly.

22.—Submitted a report from the City Architect, stating that he cannot recommend that the permission asked for by Mr. J. B. Paré to erect a blacksmith shop at No. 908 Boyer street, be granted.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That said report be approved and that petitioner be informed accordingly.

23.—(24911) Submitted a report from the Superintendent of Mount Royal Park, recommending that the salary of Mr. Hugh Murphy, who has been ill since the 1st January and who is a laborer, be paid.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That said recommendation be approved.

24.—(24927) Soumis un rapport du Surintendant des Marchés, concernant la location de l'étal No 79, du Marché Bonsecours.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De référer au Département en Loi pour savoir si le Surintendant des Marchés pouvait, sans autorisation, louer cet étal légalement.

25.—Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: Que la séance soit ajournée au 19 courant, à 11 hrs a.m.

L. N. SENECAI,
Secrétaire.

24.—(24927) Submitted a report from the Superintendent of Markets, anent the lease of stall No. 79, Bonsecours Market.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That the same be referred to the Law Department, in order to know if the Superintendent of Markets could, without authorization, lease said stall legally.

25.—On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That this meeting be adjourned until the 17th instant, at 11 a.m.

L. N. SENECAI,
Secretary.

COMMISSION DE LEGISLATION

Compte rendu de l'assemblée du 15 décembre 1914.

Sont présents: Son Honneur le Maire Martin, MM. les échevins L. A. Lapointe (président), Mayrand, Turcot, Ménard, Giroux, Loranger, Boyd.

Assistent aussi à l'assemblée MM. les échevins Bastien, Lavergne, Dubois, Rochon, St-Pierre, Létourneau, Macdonald, Denis, Larivière, N. Lapointe, O'Connell, Hushion et Pauzé.

La Commission prend en considération les amendements et suggestions préparés par l'Avocat en Chef et Greffier de la Cité, à la demande de Son Honneur le Maire et des membres du Conseil, ainsi que les amendements que l'Avocat en Chef et le Greffier suggèrent eux-mêmes, au sujet:

Nos 1 et 2.—De l'extension du terme d'office du Maire, des Commissaires et des Echevins à quatre ans.

L'étude de ces deux amendements est remise.

No 3.—De la convocation des séances du Bureau des Commissaires par le Maire.

Ce projet d'amendement est approuvé.

No 4.—De l'abrogation de la sous-section 11 de l'article 21L de la charte.

No 5.—De l'achat du matériel, etc., par le Bureau des Commissaires, sans soumissions.

Ces projets d'amendements sont approuvés.

No 6.—Des pouvoirs du Maire de suspendre les employés pour cause.

Il est

Résolu: De faire revivre l'article 22 de la charte au sujet des pouvoirs du Maire.

Nos 7 et 8.—Des pouvoirs du Maire suppléant.

No 9.—De l'exemption de payer des taxes sur les immeubles utilisés pour l'aqueduc dans Verdun et dans Lachine.

No 10.—De l'abrogation de la section 60 de la loi 4 Geo. V, chap. 73.

Ces projets d'amendements sont approuvés.

No 11.—De l'élection du Maire, des Commissaires et des Echevins tous les 4 ans, au mois d'octobre.

No 12.—De l'élection du Maire, des Commissaires et des Echevins tous les 4 ans, au mois d'avril.

L'étude de ces projets d'amendements est remise.

No 13.—De l'élection du Maire, des Commissaires et des Echevins au mois d'octobre au lieu du mois d'avril.

Ce projet d'amendement est approuvé.

No 14.—De l'abrogation de l'article 173 de la loi 62 Vict., chap. 58.

No 15.—Du pouvoir du Conseil de voter des fonds pour soumettre des questions aux électeurs en vertu de l'article 310.

A ce moment une délégation de l'Union des Débardeurs est introduite et M. Montmarquette au nom des délégués demande qu'une taxe soit imposée sur les ouvriers étrangers qui viennent travailler à Montréal durant la bonne saison et qui ne paient aucune taxe municipale.

Résolu: D'approuver cette demande et de prier le Greffier de la Cité de rédiger un amendement dans ce sens.

LEGISLATION COMMITTEE

Report of meeting held on the 15th December 1915.

Were present: His Worship Mayor Martin, Aldermen L. A. Lapointe, Chairman, Mayrand, Turcot, Ménard, Giroux, Loranger, Boyd.

Aldermen Bastien, Lavergne, Dubois, Rochon, St-Pierre, Létourneau, Macdonald, Denis, Larivière, N. Lapointe, O'Connell, Hushion and Pauzé.

The Committee considered the amendments prepared by the Chief City Attorney and the City Clerk, at the request of His Worship the Mayor and the members of the Council, as well as the amendments suggested by the Chief City Attorney and the City Clerk, concerning:

Nos. 1 and 2.—The extension of the term of office of the Mayor, Commissioners and Aldermen to 4 years.

Consideration of both these amendments was deferred.

No. 3.—The calling of meetings of the Board of Commissioners by the Mayor.

This draft of amendment was approved.

No. 4.—The repeal of sub-section 11 of Art 21L of the Charter.

No. 5.—The purchase of materials, etc., by the Board of Commissioners without calling for tenders.

These drafts of amendments were approved.

No. 6.—The power of the Mayor to suspend employees for cause.

It was

Resolved: To revise Art. 22 of the Charter concerning the Mayor's powers.

Nos. 7 and 8.—The powers of the Acting-Mayor.

No. 9.—The exemption from paying taxes on the immovables utilized for the aqueduct in Verdun and Lachine.

No. 10.—The repeal of sect. 60 of the Act 4 Geo. V, chap. 73.

These drafts of amendments were approved.

No. 11.—The election of the Mayor, Commissioners and Aldermen every 4 years, in the month of October.

No. 12.—The election of the Mayor, Commissioners and Aldermen every 4 years, in the month of April.

Consideration of these drafts of amendments was deferred.

No. 13.—The election of the Mayor, Commissioners and Aldermen in the month of October instead of in the month of April.

This draft of amendment was approved.

No. 14.—The repeal of Art. 173 of the Act 62 Vict., chap. 58.

No. 15.—The power of the Council to vote funds for the submission of questions to the electors under Art. 310.

A delegation from the Longshoremen's Union was thereupon introduced, and Mr. Montmarquette asked, on behalf of the delegates, that a tax be imposed on outside laborers who come and work in Montreal during the busy season and who do not pay any municipal tax.

Resolved: To approve said request and to ask the City Clerk to draw up an amendment to that effect.

Il est alors

Résolu: D'ajourner à ce soir à 8 heures pour continuer l'étude des amendements à la charte.

JULES CREPEAU,
Secrétaire.

* * *

Compte rendu de l'assemblée ajournée du 15 décembre 1914, 8 heures p.m.

Sont présents: Son Honneur le Maire, M. Médéric Martin, MM. les échevins L. A. Lapointe (président), Turcot, Ménard, Mayrand, Giroux et Loranger.

Les amendements Nos 16, 17 et 18, au sujet du pouvoir d'emprunt, lesquels avaient été soumis par Son Honneur le Maire, sont retirés, après qu'il eut été démontré que la Ville aura à sa disposition en 1915 au delà de \$5,000,000 pour des travaux permanents.

L'amendement No 19, au sujet du pouvoir d'accorder des licences pour 18 mois, est rejeté.

L'amendement Nos 20 et 21, au sujet du droit d'accorder des privilèges pour la pose de tuyaux, etc., à travers les rues, est approuvé avec certains changements.

L'amendement No 22, au sujet de la publication des annonces dans les journaux, est approuvé.

Les amendements suivants sont aussi approuvés:

(23) Au sujet de la modification des limites de certains quartiers;

(24) Au sujet de l'exemption du paiement des taxes scolaires sur les immeubles appartenant à la Cité.

L'amendement No 25 est retiré.

L'amendement No 26 est rejeté.

L'amendement No 26½, au sujet du droit de faire payer, par les propriétaires intéressés, le coût total ou partiel des tunnels et viaducs étant discuté,

M. l'échevin Ménard propose que cet amendement soit rejeté.

Cette proposition étant mise aux voix,

La Commission se partage:

Pour: Les échevins Mayrand, Ménard et Turcot.—(3).

Contre: M. le Maire Martin, MM. les échevins Loranger, Giroux et L. A. Lapointe.—(4).

Ladite proposition est en conséquence négative.

L'amendement est ensuite adopté.

Les amendements suivants sont approuvés:

(27) Au sujet de la ratification du règlement No 529;

(28) Au sujet de l'exécution des travaux à la journée;

(29) Au sujet de l'obligation de pourvoir d'une salle publique le poste de police et des pompiers du quartier Notre-Dame de Grâce;

(30) Au sujet de l'exemption pour la Cité de payer la taxe provinciale sur les camions automobiles qui servent à l'exécution de travaux municipaux.

L'amendement Nos 31 et 32 est rejeté.

Les amendements suivants sont approuvés:

(33) Au sujet des obligations assumées envers les quartiers annexés en 1909;

(34) Au sujet de la fermeture des rues publiques;

It was then

Resolved: That the Committee adjourn until 8 o'clock this evening, to resume consideration of the amendments to the Charter.

JULES CREPEAU,
Secretary.

* * *

Report of adjourned meeting held on the 15th Dec. 1915.

Were present: His Worship the Mayor, Mr. Médéric Martin, Aldermen L. A. Lapointe, Chairman, Turcot, Ménard, Mayrand, Giroux, Loranger.

The amendments Nos. 16, 17 and 18 re borrowing power, which had been submitted by His Worship the Mayor, were withdrawn after it had been shown that the City will have at its disposal, in 1915, over \$5,000,000 for permanent works.

The amendment No. 19 re power to grant licenses for 18 months was rejected.

The amendments Nos. 20 and 21 re right to grant privileges for the laying of pipes, etc., across the streets was approved with certain modifications.

The amendment No. 22 re publication of advertisements in the newspapers was approved.

The following amendments were also approved:

(23) Re alteration of the limits of certain wards.

(24) Re exemption from the payment of school taxes on properties owned by the City.

The amendment No. 25 was withdrawn.

The amendment No. 26 was rejected.

The amendment No. 26½ re right to charge to the interested proprietors the total or partial cost of tunnels and viaducts being considered,

Ald. Ménard moved that said amendment be rejected.

The vote being taken on said motion, the Committee divided:

Yeas: Aldermen Mayrand, Ménard, Turcot—3.

Nays: Mayor Martin, Aldermen Loranger, Giroux, L. A. Lapointe—4.

So it passed in the negative.

The amendment was then adopted.

The following amendments were approved:

(27) Re ratification of By-law No. 529;

(28) Re performance of works by day labor;

(29) Re obligation to provide a public hall in the police and fire station of Notre-Dame de Graces Ward;

(30) Re exemption, for the City, from paying the provincial tax on motor trucks used for the carrying out of municipal works.

The amendments Nos. 31 and 32 were rejected.

The following amendments were approved:

(33) Re obligations assumed towards the wards annexed in 1909;

(34) Re closing of public streets;

(35) Au sujet de l'obligation d'établir un poste de pompiers et de police dans l'hôtel-de-ville de Rosemont;

(36) Au sujet de la majorité des 2/3 requise pour l'adoption de certains rapports du Bureau des Commissaires;

(37) Au sujet de la majorité des 2/3 requise pour amender les rapports des Commissaires et voter des crédits à même le fonds d'emprunt;

(38) Au sujet de la majorité requise pour l'adoption de rapports, en vertu de l'article 338A de la charte.

(39) Au sujet de la majorité requise pour l'approbation du plan ou carte de la Cité;

(40) Au sujet de l'amendement des rapports des Commissaires relatifs aux crédits annuels;

(41) Au sujet du paiement du coût des égouts dans certains cas.

Résolu: D'amender cet item en spécifiant les cas où la Cité pourra faire des arrangements avec les propriétaires à qui l'on a chargé le coût d'égouts qui ne leur sont d'aucune utilité.

(42) Au sujet de la majorité requise pour modifier le plan de la Cité;

L'amendement No 43 est retranché, vu que cet amendement était la répétition du No 37;

(44) Au sujet de la majorité requise pour opérer des virements de crédits;

(45) Au sujet du vote des compagnies à fonds social;

(46) Au sujet de la taxe sur les cirques, etc.;

(47) Au sujet de la révocation des licences;

(48) Au sujet de l'ouverture des boîtes de scrutin après l'élection;

(49) Au sujet de l'obligation des électeurs de voter pour autant de candidats qu'il y a de Commissaires à élire. Ce dernier projet d'amendement est rejeté.

MM. les échevins Loranger et Turcot votant pour et Son Honneur le Maire et MM. les échevins Mayrand, Ménard, Giroux et L. A. Lapointe votant contre.

Les amendements Nos 50 et 51, le premier au sujet du pouvoir du Greffier de la Cité de donner des certificats pour permettre à des citoyens dont les noms ont été omis de la liste des électeurs de voter, et le deuxième, au sujet du pouvoir d'imputer sur le fonds d'emprunt le coût de bateaux traversiers pour l'Île Ste-Hélène, sont approuvés.

Les amendements suivants sont aussi approuvés:

(1) Au sujet de la disponibilité durant l'exercice suivant des crédits votés pour l'exécution de travaux ordonnés, entrepris ou commencés;

(2) A l'effet de prendre \$400,000 sur le fonds d'emprunt pour réparations aux rues et trottoirs durant l'année 1915;

(3) Au sujet du décompte des bulletins de vote devant un juge;

(4) Au sujet de l'imposition d'une taxe d'un sou à cinq sous sur chaque personne admise à un théâtre ou autre place d'amusements;

(5) Au sujet des conduits souterrains;

(6) Au sujet de l'imposition d'une taxe n'exécédant pas \$25.00 sur les débardeurs et autres ouvriers étrangers qui viennent travailler à Montréal durant la bonne saison.

Soumise une communication du Trésorier de la Cité demandant que l'intérêt sur les arrérages de taxes soit augmenté de 5% à 6%.

(35) Re obligation of establishing a police and fire station in the Town Hall of Rosemont;

(36) Re majority of 2/3 required for the adoption of certain reports from the Board of Commissioners;

(37) Re majority of 2/3 required to amend the reports of the Commissioners and to vote appropriations ex-loan fund;

(38) Re majority required for the adoption of certain reports under Art. 338a of the Charter;

(39) Re majority required for the approval of the plan or map of the City;

(40) Re amendments to the reports of the Commissioners concerning the annual appropriations;

(41) Re payment of the cost of sewers in certain cases.

Resolved: To amend this item by specifying the cases where the City may make arrangements with the proprietors to whom the cost of sewers, which are of no use to them, has been charged.

(42) Re majority required to modify the plan of the City;

The amendment No. 43 was struck out inasmuch as it was a repetition of No. 37.

(44) Re majority required to vary appropriations;

(45) Re vote of joint stock companies;

(46) Re tax on circuses, etc.;

(47) Re revocation of licenses;

(48) Re opening of ballot boxes after the election;

(49) Re obligation, for electors, to vote for as many candidates as there are Commissioners to be elected;

The last mentioned draft of amendment was rejected. Aldermen Loranger and Turcot voting in the affirmative and His Worship the Mayor and Aldermen Mayrand, Ménard, Giroux and L. A. Lapointe in the negative.

The amendments Nos. 50 and 51, the former concerning the power of the City Clerk to give certificates in order to enable the citizens whose names have been omitted from the voters' list to vote, and the latter concerning the power to charge against the loan fund the cost of ferry boats for St. Helen's Island, were approved.

The following amendments were also approved:

(1) To authorize the City to apply to the carrying out of works ordered, undertaken or begun, the amounts voted for such works in the preceding year;

(2) To authorize the City to take ex-loan fund an amount of \$400,000 for repairs to streets and sidewalks during the year 1915;

(3) Re recount of ballot papers before a judge;

(4) Re levying of a tax of 1 to 5 cents on each person admitted into a theatre or other place of amusement;

(5) Re underground conduits;

(6) Re levying of a tax not exceeding \$25 on outside longshoremen and other laborers who come and work in Montreal during the busy season.

Submitted a communication from the City Treasurer, asking that the rate of interest on arrears of taxes be raised from 5% to 6%.

Résolu: Que cette Commission ne croit pas qu'il est opportun de faire droit à cette demande.

La Commission s'ajourne alors à mercredi, le 16 courant, à 3 heures p.m.

JULES CREPEAU,
Secrétaire.

* * *

Compte rendu de l'assemblée ajournée du 16 déc. 1914.

Sont présents: Son Honneur le Maire M. Martin, et MM. les échevins L. A. Lapointe (président), Loranger, Giroux, Ménard, Turcot et Mayrand.

M. Séverin Létourneau, M.P.P., se présente devant la Commission et demande aux nom de ses clients, MM. François Charles Laberge et O. Normandin, d'être exemptés de payer la moitié du coût de l'expropriation de la rue Gilford, conformément aux conditions contenues dans un acte de cession passé devant Mtre Geo. Mayrand, N.P. le 11 mars 1895.

Résolu: De référer cette question aux Avocats de la Cité avec prière de bien vouloir aviser cette Commission.

M. l'échevin Lavergne se présente devant la Commission et demande que la charte de la Cité soit amendée de façon à permettre que les salles de vues animées soient taxées suivant le nombre de sièges au lieu d'une taxe uniforme de \$500.00.

Résolu: De demander à M. Bienvenu, Surintendant du Département des Licences et Privilèges, un rapport au sujet de cette demande indiquant le montant de la taxe qu'il faudrait imposer par siège pour que la Ville ne perde pas de revenus.

La question de l'opportunité de faire payer aux Commissions scolaires les dépenses que la ville encourt pour l'inspection médicale des écoles, étant discutée,

Il est

Résolu: Que cette Commission ne croit pas qu'il soit possible dans le moment de changer la loi à ce sujet, vu qu'il y a près de quarante commissions scolaires différentes dans la Cité de Montréal, et qu'il serait difficile d'établir le montant que chacune doit payer.

Résolu: D'inclure dans le projet d'amendements à la charte:

1° Un amendement au sujet de l'expropriation de la rue de la Montagne, afin de faire interpréter la loi qui oblige la Cité à rembourser certains propriétaires;

2° Un amendement à l'effet de permettre à la Cité de limiter la vitesse des camions-automobiles.

M. l'échevin Lavergne demande de nouveau à la Commission d'amender la charte de façon à donner des permis (licences) pour 18 mois ou moins.

Résolu: Que cette Commission ne peut acquiescer à cette demande et qu'elle s'en tient à la résolution déjà adoptée à ce sujet.

M. l'échevin Narcisse Lapointe soumet une interpellation qu'il a faite au Conseil au sujet de la compagnie Montreal Water and Power et demande s'il ne serait pas opportun de faire revivre la loi autorisant la Cité à acheter à l'amiable ladite Cie Montreal Water and Power.

Résolu: Que cette Commission ne peut étudier cette question à moins d'instructions spéciales du Conseil ou d'une demande de la part du Bureau des Commissaires.

M. L. O. David, Greffier de la Cité, soumet un projet d'amendement à l'effet d'assurer à la Ville plus d'autonomie.

Résolu: D'approuver cet amendement.

M. l'échevin Ménard soumet un projet d'amendement à l'effet de légaliser la nomination des Commissions que le Conseil avait décidé de nommer au commencement de l'année, laquelle nomination a été déclarée contraire aux dispositions de la charte par les Avocats de la Cité.

Resolved: That this Committee does not deem it advisable to comply with such request.

The Committee then adjourned until Wednesday, the 16th instant, at 3 o'clock p.m.

JULES CREPEAU,
Secretary.

* * *

Report of meeting held on the 16th December 1914.

Were present: His Worship the Mayor, Mr. M. Martin, Aldermen L. A. Lapointe, Chairman, Loranger, Giroux, Ménard, Turcot and Mayrand.

Mr. Séverin Létourneau, M.P.P., appeared before the Board and asked that his clients, Messrs. F. C. Laberge and O. Normandin be exempted from paying ½ of the cost of the expropriation of Gilford street, in accordance with the conditions contained in a deed of cession passed before G. Mayrand, N.P., on the 11th March 1895.

Resolved: To refer the matter to the City Attorneys for advice.

Ald. Lavergne appeared before the Board and asked that the City Charter be amended so that moving picture halls may be taxed according to the number of seats instead of paying a uniform tax of \$500.

Resolved: To refer the matter to Mr. Bienvenu, Superintendent of the Privilege and License Department, for a report showing the tax which would have to be imposed per seat so as not to lose any revenue.

The question of the advisability of applying for power to recover from the School Boards the expenses incurred by the City in connection with the Medical School Inspection being considered, it was

Resolved: That this Committee does not think that it would be possible at the present time to amend the law in this connection, inasmuch as there are about 40 different School Boards in the City of Montreal and it would be difficult to determine the amount which each of them would have to pay.

Resolved: To include in the City's Bill:

(1) An amendment concerning the expropriation of Mountain street, so as to have the law compelling the City to refund the amounts paid by certain proprietors interpreted;

(2) An amendment to authorize the City to limit the speed of motor trucks.

Ald. Lavergne again asked the Committee to amend the Charter so that licenses may be issued for 18 months or less.

Resolved: That this Committee cannot comply with such request and adheres to the resolution already adopted in this connection.

Ald. N. Lapointe submitted a question put by him in Council anent the Montreal Water & Power Co. and asked if it would not be advisable to revive the law authorizing the City to acquire the plant of said company by mutual agreement.

Resolved: That this Committee cannot consider this question unless specially requested to do so by the Council or the Board of Commissioners.

Mr. L. O. David, City Clerk, submitted a draft of amendment to secure more autonomy for the City.

Resolved: To approve said amendment.

Ald. Ménard submitted a draft of amendment to legalize the appointment of the Committees which the Council had decided to appoint at the beginning of the year, which said appointment was declared contrary to the provisions of the Charter by the City Attorneys.

Résolu: D'approuver cet amendement.

La question de l'opportunité de demander à la Législature le pouvoir d'établir un département municipal d'inspection des fils électriques et un département d'inspection des ascenseurs, étant discutée,

L'Avocat en Chef informe la Commission que cette question demande une étude sérieuse qu'il lui a été impossible de faire jusqu'à présent parce que le temps lui a manqué, il est en conséquence

Résolu: De remettre cette question à plus tard.

Soumis un rapport du Bureau des Commissaires transmettant un rapport de l'Architecte et Surintendant des Bâtisses au sujet de la suggestion faite par le Chef du Département des Incendies relativement à la protection du public qui fréquente les bazars, fêtes de charité, etc.

Résolu: De transmettre une copie du rapport de l'Architecte Surintendant des Bâtisses au Chef du Département des Incendies.

Soumis un rapport de l'Avocat en Chef de la Cité, au sujet de la suggestion du président du Bureau des Estimateurs, relativement à la subdivision des fermes en lots à bâtir.

Résolu: De transmettre une copie de ce rapport à M. Ferns.

Ajournement.

JULES CREPEAU,
Secrétaire.

Resolved: To approve said amendment.

The question of the advisability of applying to the Legislature for power to establish a Municipal Wire Inspection Department and an Elevator Inspection Department, being taken up,

The Chief City Attorney informed the Committee that this question required serious consideration and that he had not so far had time to carefully study the same.

It was therefore

Resolved: That consideration of this matter be deferred until a future date.

Submitted a report from the Board of Commissioners, transmitting a report from the Architect and Superintendent of Buildings anent the suggestion made by the Chief of the Fire Department, concerning the protection of the public frequenting bazaars, charity entertainments, etc.

Resolved: To transmit a copy of the report of the Architect and Superintendent of Buildings to the Chief of the Fire Department.

Submitted a report from the Chief City Attorney, anent the suggestion made by the Chairman of the Board of Assessors concerning the subdivision of farms into building lots.

Resolved: To transmit a copy of said report to Mr. Ferns.

Adjourned.

JULES CREPEAU,
Secretary.

